



Distr. LIMITÉE

UNEP(DEPI)/CAR WG.46/INF.4
10 juin 2025

Original : ANGLAIS

Septième Réunion du Comité consultatif scientifique
et technique au Protocole relatif à la Pollution due à
des sources et activités terrestres dans la Région des
Caraïbes

Virtuelle, du 22 au 25 juillet 2025

PROJET

ÉTAT D'AVANCEMENT DES ACTIVITÉS DU SOUS-PROGRAMME D'ÉVALUATION ET DE GESTION DE LA POLLUTION ENVIRONNEMENTALE (AMEP) POUR LA PÉRIODE 2023-2025

Cette réunion se tient virtuellement. Les délégués sont priés d'accéder à tous les documents de la réunion par voie électronique pour les télécharger si nécessaire.

*Le présent document a été reproduit sans avoir été revu par les services d'édition.

Table des matières

Aperçu du programme.....	1
Tableau 1 : Représentation du personnel d'AMEP au sein des comités nationaux, régionaux et mondiaux.....	2
Tableau 2. Synthèse des rapports, bulletins d'information et activités de communication coordonnés ou collaborés par AMEP	4
État d'avancement du Protocole relatif à la pollution due à des sources et activités terrestres.....	9
Résumé des activités	10
A. Coordination et gestion du programme.....	10
B. Sources terrestres et marines de pollution.....	18
C. Suivi et évaluation intégrée des écosystèmes.....	25
D. Approches de gestion par écosystème.....	28
Annexe I : Réunions intergouvernementales, techniques/d'experts et autres organisées par le sous-programme AMEP, et les projets des CAR LBS et du FEM (2023-2025)	33
Annexe II : Publications internes d'AMEP et du projet FEM IWeco (2023-2025)	34
ANNEXE III : État des recommandations et matrice de décisions de la réunion de la convention de Cartagena - État des recommandations de la 6 ^e réunion du STAC LBS	35

Aperçu du programme

1. Ce rapport présente l'état d'avancement des activités pour la période 2023-2025 du sous-programme d'évaluation et de gestion de la pollution de l'environnement (AMEP), qui soutient le Protocole relatif à la pollution due à des sources et activités terrestres (LBS) et le Protocole relatif à la coopération en matière de lutte contre les déversements d'hydrocarbures. Il fournit un résumé des recommandations et des décisions pertinentes de la sixième réunion du Comité consultatif scientifique et technique du Protocole LBS (6^e STAC LBS) UNEP(DEPI)/CAR WG.44/5, sixième Réunion des Parties contractantes (6^e COP) au Protocole LBS UNEP(DEPI)/CAR IG.47/3, la vingtième réunion intergouvernementale (20^e IGM) et la dix-septième Réunion des Parties contractantes à la Convention de Cartagena (17^e COP) UNEP(DEPI)/CAR IG.48/4.
2. L'annexe III présente l'état d'avancement de la matrice des recommandations et des décisions de la 6^e réunion du STAC LBS et de la 6^e réunion de la COP LBS de la Convention de Cartagena.
3. L'objectif du sous-programme AMEP est de prévenir, de réduire et de lutter contre la pollution de l'environnement côtier et marin due à des sources terrestres et marines, permettant ainsi aux pays de la région des Caraïbes de s'acquitter de leurs obligations en vertu des Protocoles LBS et déversements d'hydrocarbures.
4. Les objectifs spécifiques du sous-programme sont les suivants :
 - Coordonner et superviser la mise en œuvre des projets et des activités d'AMEP dans le cadre de la Convention de Cartagena ;
 - Veiller à ce que la formulation et la mise en œuvre des projets et des activités satisfassent aux obligations du Protocole LBS et du Protocole sur les déversements d'hydrocarbures ;
 - Promouvoir la ratification, l'adhésion et la mise en œuvre effective du Protocole LBS et du Protocole sur les déversements d'hydrocarbures ; et
 - Améliorer la coordination, la collaboration et la communication avec les centres d'activités régionaux (CAR), les membres des Réseaux d'activités régionaux (RAR) et les organisations régionales et internationales pertinentes dans l'élaboration et la mise en œuvre du plan de travail d'AMEP.
5. Le CAR CIMAB a organisé une réunion en 2024 à Cuba pour promouvoir la ratification du Protocole LBS, identifier les obstacles à la ratification et élaborer une liste des besoins en matière de renforcement des capacités. Le CAR IMA devrait organiser une réunion similaire à Saint-Vincent-et-les-Grenadines en août 2025.
6. Le Secrétariat de la Convention de Cartagena a continué de promouvoir la ratification du protocole LBS au cours de la période considérée par le biais de ses plateformes de médias sociaux. Avec le soutien du projet CReW+, le CAR IMA a conçu et développé du matériel promotionnel sur le protocole LBS.
7. Le processus de recrutement du nouvel Officier de programme (PO) AMEP a eu lieu en 2023 et la nouvelle PO, Mme Laverne Walker, a pris ses fonctions le 1 février 2024.

Tableau 1 : Représentation du personnel d'AMEP au sein des comités nationaux, régionaux et mondiaux

No	Comité	Portée	Pertinence par rapport à la Convention de Cartagena/Protocole LBS	Nature de la réunion	Fréquence
1	Groupe de travail sur les plastiques de la Convention de Bâle	Globale	Répond à la décision de la COP de LBS pour une collaboration accrue avec le Secrétariat de Bâle	Virtuelle	Au besoin
2	Comité directeur du CAR REMPEITC	Régionale	Représente le Secrétariat de la Convention de Cartagena	En présentiel Virtuelle	Annuelle
3	GESAMP Coordination	Globale	Réduire les doubles emplois et accroître la coordination au sein de l'ONU.	Virtuelle	Au besoin
4	GESAMP Coordination	Globale	Réduire les doubles emplois et accroître la coordination au sein de l'ONU.	Virtuelle	Au besoin
4	Réunions du Comité directeur du projet IWeco du FEM	Régionale	Représenter le Secrétariat en tant qu'agence d'exécution régionale principale du projet IWeco du FEM.	En présentiel et virtuelle	Annuelle
5	Réunion du Comité directeur du projet CReW+ FEM	Régionale	Représenter le Secrétariat en tant qu'agence de co-exécution du projet CReW+ FEM	En présentiel et virtuelle	Annuelle
6	Réunion du Comité directeur du projet FEM-LAC Cities	Régionale	Représenter le Secrétariat en tant qu'agence d'exécution du projet LAC Cities FEM	En présentiel et virtuelle	Annuelle
7	Comité directeur du projet IW LEARN du FEM	Globale	Représenter le Secrétariat en tant qu'agence d'exécution des projets du FEM	En présentiel et virtuelle	Annuelle
8	Réunion du Comité directeur du projet Promar	Régionale	Représenter le Secrétariat en tant qu'agence d'exécution du projet Promar	En présentiel et virtuelle	Annuelle
9	Nœud des Caraïbes pour la gestion des déchets marins	Régionale	Co-organisateur avec l'Institut des pêches du Golfe et des Caraïbes	Virtuelle et en présentiel	Au besoin
10	Comité directeur du projet FEM pour les îles	Globale	Représente les travaux du Secrétariat au titre du sous-programme AMEP	Virtuelle	Au besoin
11	Plateforme des Caraïbes pour la gestion des eaux usées	Régionale	Soutien technique à la plateforme hébergée par l'Association des eaux et des eaux usées des Caraïbes	Virtuelle et en présentiel	Au besoin

No	Comité	Portée	Pertinence par rapport à la Convention de Cartagena/Protocole LBS	Nature de la réunion	Fréquence
			(CWWA) qui soutient le Protocole LBS		
12	Travaux du Secrétariat en matière de suivi et d'évaluation Groupe et sous-groupes	Régionale	Appui à la mise en œuvre du plan de travail d'AMEP	Virtuelle	Tous les deux mois
13	Comité du Plan d'Action Stratégique Régional pour la Gestion des Ressources en Eau (RSAP)	Régionale	Soutenir la coordination des projets et des activités liés à la gestion intégrée des bassins versants, des ressources en eau et des eaux usées pertinents au Protocole LBS.	Virtuelle	Au besoin
14	Alliance pour les eaux usées océaniques	Globale	Représenter les travaux du Secrétariat au titre du sous-programme AMEP	Virtuelle	Trimestrielle

8. En l'absence d'un PO AMEP dédié, la mise en œuvre du programme de travail 2023-2025 a été coordonnée par M. Christopher Corbin, qui a exercé de multiples rôles et responsabilités. Lorsque le PO AMEP a pris ses fonctions en février 2024, la mise en œuvre du programme de travail a été coordonnée par elle, avec l'appui de l'assistante à la gestion du programme AMEP. Les directeurs et le personnel des centres d'activités régionaux de LBS ont fourni un soutien technique supplémentaire.
9. L'assistante de gestion du programme AMEP a été en congé de maternité entre le mois de juillet et le mois de décembre 2024. Deux assistants de projet (projets CReW+ et AME III ACP) ont démissionné au cours de la période du rapport. Le nouvel assistant de projet AME III ACP est en place, et le processus de recrutement CReW+ est en cours de finalisation.
10. Le chef de projet régional du projet LAC Cities du FEM et le projet PROMAR a pris ses fonctions au sein du Secrétariat en octobre 2023.
11. Un Volontaire à l'international des Nations Unies (VNU), ainsi qu'un VNU national ont été recrutés pour aider à la mise en œuvre des projets LAC Cities et Promar sur l'économie circulaire.
12. Le tableau 1 ci-dessous rend compte de la contribution du sous-programme AMEP aux discussions techniques sur la pollution, par le biais de comités nationaux, régionaux et mondiaux. Ces réunions ont été organisées en présentiel et virtuelles et ont eu lieu entre le mois de janvier 2023 et le mois de mars 2025.
13. Au cours de la période de ce rapport, le sous-programme AMEP a été représenté à plusieurs réunions et conférences régionales et mondiales, y compris des réunions ministérielles régionales axées sur le transport maritime, l'environnement, les déchets solides et l'eau.

14. Les représentants d'AMEP ont contribué avec des présentations orales et du matériel promotionnel concernant le Protocole LBS.
15. Le Secrétariat, par le biais du Sous-Programme AMEP, a examiné et fourni une contribution technique à plusieurs rapports régionaux et mondiaux concernant, entre autres, les résolutions des Nations Unies relatives aux océans, aux petits États insulaires en développement (PEID) et aux Objectifs de développement durable. Des contributions ont également été apportées à divers rapports techniques de l'ONU sur des questions liées à la pollution, telles que les déchets marins, les plastiques, les eaux usées et les éléments nutritifs. Ceux-ci sont résumés au tableau 2 ci-dessous.

Tableau 2. Synthèse des rapports, bulletins d'information et activités de communication coordonnés ou collaborés par AMEP

No.	Rapport	Fréquence
1	Contribution aux rapports annuels du PNUE	Annuelle
2	Contribution aux rapports du PNUE sur les résolutions pertinentes de l'ANUE	Au besoin
3	Contribution au rapport sur la mise en œuvre des orientations stratégiques pour les mers régionales	Annuelle
4	Contribution aux rapports et aux Info d'ONU sur les projets	Annuelle
5	Contribution au rapport du Secrétaire général sur l'océan et le droit de la mer	Annuelle
6	Contribution au rapport sur les mesures prises à l'appui de la résolution 67/205 adoptée le 21 décembre 2012 « Vers le développement durable de la mer des Caraïbes pour les générations présentes et futures ».	Annuelle
7	Contribution aux rapports financiers et d'avancement des projets aux donateurs, aux unités de coordination des projets, aux agences d'exécution et au siège du PNUE	Au besoin (trimestriel, semi-annuelle et annuelle)
8	Contenu fourni pour le site Web et les médias sociaux	Au besoin
9	Mises à jour de la base de données – Points focaux	Au besoin
10	Contribution au rapport à l'équipe de pays des Nations Unies sur le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement	Annuelle
11	Rapport à l'Institut de planification de la Jamaïque sur les projets et les activités en Jamaïque	Annuelle
13	Rapport sur les plans de mise en œuvre par pays du Cadre multipays du développement durable des Nations Unies pour la Jamaïque et Trinidad-et-Tobago	Annuelle
15	Contribution au bulletin d'information du Secrétariat de la Convention de Cartagena du PNUE	Trimestrielle
16	Soutien à la lettre d'information trimestrielle CReW+ du FEM et aux réunions de communication	Au besoin

16. Plusieurs actions ont été prises pour améliorer la communication avec les parties prenantes et faciliter le partage des connaissances.
17. Le sous-programme AMEP a fourni un appui à des réunions régionales et internationales, et l'annexe I donne la liste des principaux ateliers organisés avec l'appui du Secrétariat.
18. Les liens ont été renforcés avec les organismes régionaux et des réunions de coordination ont été organisées avec plusieurs partenaires sur des domaines d'intérêt mutuel liés à la prévention et à la lutte contre la pollution. Bon nombre d'entre eux sont reflétés ci-dessous :

Unité Source-Mer du PNUE, Bureau régional du PNUE pour l'Amérique latine et les Caraïbes (ROLAC) et Bureau sous-régional du PNUE pour les Caraïbes (CSRO)	Agence de santé publique des Caraïbes (CARPHA) Organisation maritime internationale (OMI)
Sous-commission des Caraïbes et des régions adjacentes (IOCARIBE) de la Commission océanographique intergouvernementale Fonds pour l'environnement mondial (FEM)	La Asociación Nacional para la Conservación de la Naturaleza (ANCON) Conservation International CEMPRE
Organisation des Caraïbes orientales (OECO) Association caribéenne de l'eau et des eaux usées (CAWASA) Partenariat mondial pour l'eau – Caraïbes et Amérique centrale RARE	Institut de recherches marines et côtières [el Instituto de Investigaciones Marinas y Costeras (INVEMAR)] Agence des États-Unis pour la protection de l'environnement (EPA)
Organisation panaméricaine de la santé (OPS) Association des eaux et des eaux usées des Caraïbes (CWWA) Banque interaméricaine de développement (BID) Union internationale pour la conservation de la nature (UICN)	Association des États de la Caraïbe (AEC) Université des Nations Unies, Institut de l'eau, de l'environnement et de la santé (UNU-INWEH) L'Université de Genève Convention de Bâle, Centre régional des Caraïbes, Commission OSPAR Institut des pêches du Golfe et des Caraïbes (GCFI)
Adelphi Université du Guyana Fonds du patrimoine vert du Suriname	Institut des affaires maritimes GreenVI Collège Clarence Fitzroy Bryant -

19. Le Groupe de travail à composition non limitée (GTCNL) sur le suivi et l'évaluation de l'environnement et les sous-groupes thématiques connexes (éléments nutritifs et eaux usées ; microplastiques ; sargasses) continuent de fournir un appui technique au Secrétariat et aux centres

d'activités régionaux (CAR) dans la mise en œuvre d'activités qui soutiennent la mise en œuvre de la Stratégie régionale et le Plan d'action de la Convention de Cartagena pour la Stratégie régionale de réduction de la pollution par les éléments nutritifs et du Plan d'action pour la région des Caraïbes.

20. Au cours de la période visée par ce rapport, le GTCNL a examiné et proposé des modifications au mandat du groupe de travail, qui tient également compte d'un léger changement de portée. Les termes de référence révisés sont présentés comme document d'information UNEP(DEPI)/CAR WG.46/INF.7.
21. Une réunion conjointe du Groupe de travail à composition non limitée sur le suivi et l'évaluation et du Groupe de travail sur les sargasses s'est tenue du 18 au 20 mars 2025 dans les bureaux du Centre d'activités régional de l'Institut des affaires maritimes de Trinidad-et-Tobago. La réunion a fait avancer l'ébauche du plan d'action pour les sargasses et a proposé une définition de l'inondation des sargasses. Le rapport de la réunion et les recommandations proposées sont présentés dans le document d'information UNEP(DEPI)/CAR WG.45/INF.31.
22. Le projet financé par le FEM « Intégrer la gestion de l'eau, des terres et des écosystèmes dans les petits États insulaires en développement des Caraïbes » (IWEco) a tenu ses dernières réunions des partenaires à Gros Islet, à Sainte-Lucie, du 19 au 21 mars 2024. L'étude transversale de cas sur les obstacles communs et les solutions à la gestion intégrée des terres, de l'eau et des écosystèmes dans les PEID des Caraïbes du projet IWEco a été inclus comme document de référence pour la réunion. Le rapport final de mise en œuvre du projet (PIR) sur l'état d'avancement du projet et les défis rencontrés a été présenté sous forme de document de référence. Le projet a été achevé le 31 mars 2025 et des efforts sont en cours pour soutenir le processus de clôture du projet.
23. Le projet CReW+ financé par le FEM (« Une approche intégrée de la gestion de l'eau et des eaux usées : utilisation de solutions innovantes et promotion des mécanismes de financement dans la région des Caraïbes ») a réuni son troisième Comité directeur à Playa del Carmen, au Mexique, du 21 au 23 juin 2023. Au cours de la période du rapport, les retards enregistrés au cours de l'exercice biennal précédent ont été corrigés, les accords en suspens dans le cadre du projet étant désormais en place et les activités du projet étant pleinement engagées. Le rapport de la réunion du PSC et le PIR sont présentés en tant que documents de référence. En raison de retards liés à la mise en œuvre des activités du projet par les partenaires nationaux, une prolongation du projet jusqu'au 31 mars 2026 a été approuvée par les deux tiers du Comité directeur du projet (PSC) en février 2025.
24. Le projet financé par le FEM *Réduire les plastiques marins et la pollution plastique dans les villes d'Amérique latine et des Caraïbes grâce à une approche d'économie circulaire (LAC Cities)* a tenu la deuxième réunion de son Comité directeur du projet à Cartagena, en Colombie, les 27 et 28 mars 2025. Les décisions de la réunion du PSC et le PIR sont présentés sous forme de documents de référence. Les principales décisions de la deuxième réunion du PSC des LAC Cities du FEM sont les suivantes :
 - Signature des accords de pays à prioriser par le Secrétariat de la Convention de Cartagena (SCC) du PNUE, l'Agence d'exécution et les pays. Le SCC devrait donner la priorité à l'envoi des fonds dans les 6 à 8 semaines suivant la contre-signature de l'accord juridique.
 - L'agence d'exécution et la PMU doivent concevoir un plan complet de gestion des risques intégrant des risques nouveaux et actualisés et des mesures d'atténuation, à inclure dans le prochain cycle d'examen de la mise en œuvre des projets (PIR) et à partager avec les pays.
 - Le PSC approuve le plan de travail et le budget du projet 2025 tels que présentés lors de la deuxième réunion du Comité directeur du projet, sous réserve de la soumission des documents révisés de la Jamaïque.

- Un cadre pour la gestion des connaissances, la communication et le suivi régionaux doit être élaboré / défini par l'Unité de gestion de projet au sein de l'Agence d'exécution.
 - L'Unité de gestion du projet au sein de l'agence d'exécution pour affiner la structure de gouvernance du réseau interurbain, afin de l'aligner sur les villes et le réseau intergouvernemental du programme intégré sur les plastiques (PI), entre autres initiatives.
 - Le Réseau interurbain identifiera les possibilités de mobilisation des ressources, afin de promouvoir une plus grande durabilité de ses activités.
 - L'agence d'exécution, en collaboration avec les villes, pour affiner l'approche de l'engagement du secteur privé, notamment en lien avec le programme intégré Plastic Reboot.
25. Du 25 au 28 juin 2024, le projet PROMAR de prévention des déchets marins dans la mer des Caraïbes, a organisé sa réunion de lancement du projet et son voyage d'étude à Saint-Domingue, en République dominicaine. L'événement a marqué le lancement du projet dans cinq pays : Suriname, Guyana, Îles Vierges britanniques, Trinidad-et-Tobago. & Tobago et Saint-Christophe-et-Nièvés. Le rapport de la réunion est inclus à titre de document de référence. Les principales décisions de la réunion sont les suivantes :
- Le Secrétariat et Adelphi organiseront des webinaires de suivi/réunions virtuelles afin de renforcer les capacités des principaux acquis (par exemple, l'analyse des flux de matériaux, le suivi et l'évaluation, la mise en œuvre pilote, la formation en EPR, etc.) : à partir du 3^e trimestre 2024
 - Le Secrétariat soutiendra la connexion des points focaux entre les projets Zero Waste Caribbean et PROMAR : d'ici fin juillet 2024
 - Le Secrétariat et le GRID Genève vont affiner leur proposition de plateforme régionale de suivi et de connaissances, sur la base des retours d'expérience partagés : d'ici fin juillet 2024
26. En ce qui concerne la mise en œuvre de la phase 3 du projet « Renforcement des capacités en matière d'accords multilatéraux sur l'environnement dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (AME ACP) » financé par l'Union européenne, la mise en œuvre du projet a été suspendue en 2024, car nous attendions l'approbation d'une prolongation gratuite du projet jusqu'en décembre 2025. En 2025, le Secrétariat a conclu un accord avec le Guyana pour mettre en œuvre un projet de gestion par écosystème axé sur l'atténuation de la pollution et la protection de l'habitat.
27. Malgré cela, les progrès suivants liés à la pollution marine dans le cadre de MEA III de l'ACP sont décrits dans UNEP(DEPI)/CAR WG.45/INF.23. Toutefois, un résumé des progrès accomplis au cours de la période visée par le rapport est inclus ci-après :
- **Mise en œuvre du programme de petites subventions CaMPAM : 15 mars 2022 – 31 décembre 2023**
 - Lancement de projets hybrides dans huit pays de la région des Caraïbes.
 - Axé sur la réduction des déchets marins, la promotion de moyens de subsistance durables et l'amélioration de la résilience des MPA.
 - **Suivi des déchets marins et Atelier sur l'alignement des politiques (GPML-Caribe/SPAW-CAR) : Du 6 au 8 juin 2023**
 - Sessions virtuelles et en présentiel avec les parties prenantes des Caraïbes pour

renforcer les capacités de collecte de données sur les déchets marins et l'élaboration de politiques dans le cadre du protocole LBS.

- **Rédaction de plans d'action nationaux sur les déchets marins : Du 1^{er} juillet 2023 au 31 mars 2024**
 - La Jamaïque et Sainte-Lucie ont reçu une assistance technique ciblée pour élaborer des projets de plans d'action nationaux alignés sur la Convention de Cartagena et les stratégies mondiales de lutte contre les déchets marins.
- **Renforcement du nœud GPML-Caribe : En cours : Du 1^{er} janvier 2023 au 31 mars 2025**
 - Collaboration avec le PNUE et les acteurs régionaux pour étendre la portée du GPML-Caribe, le partage de données et la coordination des campagnes dans l'ensemble des Caraïbes.
- **Formation juridique et politique sur la mise en œuvre du protocole LBS : 19 et 20 septembre 2023**
 - Formation juridique régionale organisée en ligne par le PNUE et le Secrétariat de la Convention de Cartagena pour aider les pays à examiner les instruments juridiques sur la prévention de la pollution.
- **Pôle Pacifique – Soutien à Cleaner Pacific 2025 (SPREP/PNUE) : 17 avril 2023 – 30 novembre 2024**
 - Appui technique aux stratégies nationales de gestion des déchets solides aux Samoa, aux Fidji et au Vanuatu, y compris des conseils sur la réduction des déchets plastiques et la gestion des eaux usées.
- **25^e anniversaire de SPAW – Campagne de communication sur la pollution marine : À lancer : 3 juin 2025 (Semaine de la Journée mondiale de l'environnement)**
 - Compte à rebours et campagne de témoignages pour souligner le rôle de SPAW dans la lutte contre la pollution marine et les défis de la biodiversité au cours des 25 dernières années.
- **Documents régionaux de sensibilisation à la pollution marine : 15 juillet 2023 – mars 2024**
 - Production de vidéos, d'infographies et de notes d'orientation sur les déchets marins et les initiatives liées à LBS à portée nationale et des médias numériques.
- **La pollution intégrée dans les AME III ACP Événements de gouvernance : Du 3 au 5 octobre 2023 : Réunions préparatoires du STAC des Caraïbes - du 20 au 22 février 2024 : Réunion de coordination régionale (RCR)**
 - Les sujets liés à la pollution, en particulier les déchets marins et les plastiques, ont été officiellement abordés en tant que priorités transversales lors des sessions régionales de planification environnementale.
- **Vidéo d'introduction aux médias sociaux des AME III ACP : 12 avril 2025**
 - Une vidéo explicative animée de 60 secondes scénarisée et produite pour présenter les AME III des pays ACP au public en ligne, en mettant l'accent sur la pollution, la biodiversité et les domaines d'intervention en matière de gouvernance.

28. La collaboration entre le sous-programme AMEP et les bureaux régionaux et sous-régionaux du PNUE pour les Caraïbes a continué de se concentrer sur les domaines des déchets solides, notamment les plastiques et les microplastiques et la gestion des produits chimiques, notamment grâce à l'identification de synergies entre les projets Zéro Déchet des Caraïbes et PROMAR lors de la réunion de lancement de PROMAR en juin 2024.
29. Au cours de l'exercice biennal 2023-2025, le Secrétariat a poursuivi ses travaux au titre du sous-programme AMEP dans les domaines thématiques suivants : a) coordination et gestion du programme ; b) Sources de pollution terrestres et marines ; c) Suivi et évaluation intégrée des écosystèmes ; et d) Approches de gestion par écosystème.

Coûts et dépenses de coordination du programme (en USD)

Période du projet	Provenance des fonds	Budget prévisionnel (2021-22)	Dépenses (2021-2022)
2021-2022	CTF		

État d'avancement du Protocole relatif à la pollution due à des sources et activités terrestres

30. Depuis la dernière période de référence, le nombre de Parties au Protocole LBS est maintenant de 16, le gouvernement de Saint-Christophe-et-Niévès étant le dernier gouvernement à ratifier le Protocole LBS en octobre 2024.

Partie contractante	Entrée en vigueur
Antigua-et-Barbuda	13 juillet 2010
Les Bahamas	24 juin 2010
Barbade	29 juin 2019
Belize	04 février 2008
République du Costa Rica	26 mai 2016
République dominicaine	6 septembre 2012
France	4 mai 2007
Grenade	5 mars 2012
Guyana	14 juillet 2010
Honduras	13 octobre 2018
Jamaïque	5 novembre 2015
Panama	9 juillet 2003
Sainte-Lucie	30 janvier 2008
Saint-Christophe-et-Niévès	10 octobre 2024
Trinidad-et-Tobago	28 mars 2003
États-Unis d'Amérique	13 février 2009

Résumé des activités

31. On trouvera ci-après un résumé des activités mises en œuvre par le Secrétariat, au titre du sous-programme AMEP pour la période 2023-2025.

A. Coordination et gestion du programme

32. Au cours de la période visée par le rapport, le Groupe de travail à composition non limitée sur le suivi et l'évaluation a examiné et révisé les termes de référence du Groupe – Document d'information UNEP(DEPI)/CAR WG.46/INF.7. Le GTCNL s'est réuni régulièrement au cours de la période

considérée, à raison d'une réunion tous les deux mois. Deux des trois sous-groupes thématiques – Éléments nutritifs et eaux usées et enjeux émergents – ont été mis en œuvre et se réunissent régulièrement avant les réunions du GTCNL. Le sous-groupe des éléments nutritifs et des eaux usées a fourni des conseils aux centres d'activités régionaux (CAR) LBS sur les documents traitant de la classification de l'eau conformément au protocole LBS et aux lignes directrices et normes régionales pour les charges d'azote et de phosphore dans les rejets d'eaux usées, qui ont été préparés aux fins d'examen par le STAC LBS. Dans le sous-groupe des questions émergentes, deux domaines thématiques ont été identifiés comme étant des domaines émergents prioritaires. Il s'agit notamment des microplastiques et des sargasses. Le sous-groupe thématique sur les sargasses a été regroupé au sein du groupe de travail sur les sargasses de SPAW, le GTCNL participant aux réunions du groupe de travail sur les sargasses de SPAW. Le rapport du Président et les recommandations proposées par le GTCNL à l'intention du STAC7 LBS peuvent être consultés à l'adresse UNEP(DEPI)/CAR WG.46/INF.6.

33. Le GTCNL a organisé 9 réunions au cours de la période considérée. Au cours de cette période, 5 réunions du groupe des éléments nutritifs et eaux usées et 4 réunions du sous-groupe thématique sur les microplastiques ont été organisées. Le président du GTCNL reste le Dr Darryl Banjoo en tant que point focal de LBS pour Trinidad-et-Tobago et le vice-président, le Dr Linroy Christian (Antigua-et-Barbuda). Les responsables des sous-groupes thématiques sont des experts désignés. Les sous-groupes thématiques rendent compte aux réunions du GTCNL. Le rapport des réunions peut être consulté en tant que document de référence.
34. Les centres d'activités régionaux LBS – Institut des affaires maritimes (IMA) et Centro De Investigación Y Manejo Ambiental Del Transporte (CIMAB) ont aidé le Secrétariat à mettre en œuvre le plan de travail 2023-2025. Des efforts ont été déployés pour élaborer des rapports techniques qui sont présentés aux fins de discussion lors du STAC7 LBS. Les CAR ont également collaboré avec les Parties non contractantes concernant les avantages de l'adhésion au Protocole LBS. Les rapports sur l'état d'avancement pour la période 2023-2035 pour le CAR IMA et le CIMAB sont disponibles au document UNEP(DEPI)/CAR WG.46/INF.5.
35. Le Secrétariat, en collaboration avec les partenaires régionaux, a réussi à mobiliser un soutien financier pour les activités relatives à la gestion de l'eau et des eaux usées, à la gestion des éléments nutritifs, à la pollution marine, aux plastiques et aux microplastiques, telles que présentées dans le plan de travail 2023-2025. Un récapitulatif des activités non financées, pour lesquelles un appui financier a été mobilisé et qui ont été mises en œuvre au cours de l'exercice biennal, est inclus ci-après :
 - Grâce au financement du projet AME III ACP, le Secrétariat a été en mesure de soutenir la mise en œuvre d'un projet de gestion par écosystème promouvant une approche intégrée de la réduction de la pollution et de la restauration de l'habitat marin au Guyana. Le projet devrait être achevé en décembre 2025.
 - Avec l'appui du projet PROMAR, une plateforme régionale d'information et de surveillance des déchets marins est actuellement en cours d'élaboration dans le cadre du projet PROMAR et en partenariat avec GRID Genève et adelphi, en s'appuyant sur la plateforme d'information géospatiale existante du SCC (<https://wesr-cartagena.unepgrid.ch/>).
 - Grâce au soutien du gouvernement britannique dans le cadre du Programme pour une économie bleue durable, la Jamaïque et le Guyana reçoivent un soutien sur des approches visant à améliorer leurs programmes nationaux de suivi de la qualité de l'eau.

- Le projet PROMAR soutient le renforcement des capacités en matière de suivi et de surveillance de la pollution plastique dans cinq pays : Guyana, Suriname, Saint-Christophe-et-Niévès, Îles Vierges britanniques et Trinidad & Tobago. Grâce à des webinaires en ligne/sessions d'échange de connaissances et à des dialogues régionaux en présentiel, le projet a permis aux partenaires de mise en œuvre nationaux (ONG, universités, instituts de recherche) et aux partenaires gouvernementaux de mieux suivre et surveiller la pollution plastique aux niveaux communautaire/local.
36. Plusieurs activités de sensibilisation du public ont été entreprises par le biais du Pôle des Caraïbes du Partenariat mondial sur les déchets marins (GPML-Caribe), co-organisé par le Secrétariat de la Convention de Cartagena et l'Institut des pêches du Golfe et des Caraïbes, qui a vu des opportunités pour la poursuite de la mise en œuvre du Plan d'action régional sur les déchets marins et de la Stratégie régionale de gestion des déchets marins à travers les projets UNEP(DEPI)/CAR WG.46/INF.8.
 37. Le Secrétariat a rehaussé le profil de la Stratégie de réduction des éléments nutritifs en faisant une présentation à la sixième réunion du Groupe de travail sur l'azote du PNUE, en soulignant l'approche adoptée par la région pour lutter contre la pollution par l'azote dans la région des Caraïbes.
 38. Travailler sur le projet « Prévention des déchets marins dans les Caraïbes (PROMAR) », financé par le gouvernement allemand et mis en œuvre en partenariat avec Adelphi, s'est poursuivie au cours de la période visée par le présent rapport. Tous les accords avec les pays participants - les îles Vierges britanniques, le Guyana, le Suriname, Saint-Christophe-et-Niévès et Trinidad-et-Tobago – ont été signés et les activités nationales ont commencé à être mises en œuvre. Les activités régionales qui ont été menées au cours de la période du rapport, en particulier, en partenariat avec le GRID Genève, visent à développer et à améliorer une plate-forme régionale d'information et de surveillance des déchets marins. Une cartographie des plateformes existantes et de leurs usages a été réalisée entre mai et septembre 2024. GRID Genève/CCS PNUE ont également entrepris des consultations avec les parties prenantes, dont certaines en personne en juin 2024 à l'occasion de la réunion de lancement de PROMAR, avec les parties concernées des 5 pays. Un « plan directeur » a été élaboré en décembre 2024, décrivant les aspects conceptuels et techniques du système en cours de développement, qui vise à servir de plate-forme d'informations et de données relatives à la pollution plastique dans la région, en mettant l'accent sur les 5 pays. Les discussions actuelles portent sur la définition de la méthodologie et des données précises qui seront présentées sur la plateforme.
 39. En collaboration avec l'Unité Source-Mer du PNUE, le Secrétariat de la Convention de Cartagena met en œuvre un projet de renforcement des capacités en matière de qualité de l'eau dans la région des Caraïbes, financé par l'Agence de protection de l'environnement des États-Unis. Le projet, qui a débuté en 2024, vise à renforcer les capacités aux niveaux régional et national pour intensifier les programmes durables de suivi de la qualité de l'eau et la gestion et la prévention de la pollution. Une réunion virtuelle de lancement a eu lieu en juillet 2024, au cours de laquelle le Secrétariat et l'Unité Source-Mer du PNUE ont cherché à présenter les principales caractéristiques et les résultats attendus du projet aux parties prenantes.
 40. Dans le cadre du Réseau international d'échange de connaissances et de ressources sur les eaux du FEM (IW LEARN 5) : Soutenant la coordination du portefeuille à l'intérieur et au-delà du domaine d'intervention des eaux internationales, le Secrétariat a collaboré avec IW LEARN pour organiser un atelier pré-conférence en tant que partie de la 10^e Conférence internationale sur les eaux qui s'est tenue en Uruguay en septembre 2024. L'atelier pré-conférence des PEID a eu lieu le samedi 21 septembre 2024 à Montevideo, en Uruguay. Les participants à l'atelier ont procédé à un examen de l'appui du

FEM aux PEID tout en formulant des recommandations sur la manière dont cet appui peut être renforcé et mieux aligné sur les priorités du nouveau Programme d'action des PEID.

41. À la suite de l'atelier pré-conférence des PEID, le Secrétariat de la Convention de Cartagena, en collaboration avec IW-LEARN, a organisé un webinaire sur les PEID qui s'est déroulé virtuellement le 13 novembre 2024. Le webinaire visait à poursuivre la conversation qui a débuté à Montevideo et qui s'est concentrée sur l'identification des capacités prioritaires et des besoins en matière de formation pour les PEID des Caraïbes et du Pacifique dans le cadre d'ateliers régionaux organisés au titre du IW LEARN FEM.
42. Au cours de la période considérée, le Secrétariat a fait appel à plusieurs services de consultants, qui ont abouti aux produits suivants :
 - Analyse du fonctionnement des groupes de travail de la Convention de Cartagena et recommandations d'amélioration (PNUE), Document d'information UNEP(DEPI)/CAR WG.45/INF.9. Le consultant s'est entretenu avec des membres du GTCNL pour mieux comprendre son fonctionnement et ce qui pourrait être amélioré et a assisté à une réunion du GTCNL en tant qu'observateur.
 - Des lignes directrices actualisées pour la création et le fonctionnement des centres d'activités régionaux et des réseaux d'activités régionaux de la Convention de Cartagena (PNUE) Document d'information UNEP(DEPI)/CAR IG.24/CRP.9 Rev.4. Le consultant a mené des entrevues avec des membres des CAR LBS et de lutte contre les déversements d'hydrocarbures sur le fonctionnement des CAR, y compris des recommandations visant à renforcer la capacité des CAR à appuyer la mise en œuvre des Protocoles.
 - Stratégie de mobilisation de ressources du Secrétariat de la Convention de Cartagena (PNUE)- Document de référence.
43. Le Secrétariat s'est engagé dans l'élaboration d'une nouvelle proposition de projet et d'un nouveau concept du projet de gestion des sables de taille moyenne de FEM-8 dans les petits États insulaires en développement des Caraïbes. Ce projet, s'il est approuvé, visera à réduire les niveaux de dégradation de l'environnement et de surconsommation de sable, ce qui permettra une plus grande préservation de la biodiversité et une plus grande résilience des zones côtières et fluviales grâce à une gouvernance renforcée, à la gestion des données et des connaissances et à des alternatives innovantes, ainsi qu'à la mise en œuvre de projets pilotes dans certaines îles des Caraïbes.
44. Le Secrétariat a facilité les préparatifs en vue de la convocation du STAC 6 LBS et de la COP 6 LBS en 2023, y compris des consultations avec les Parties, les Groupes de travail et les partenaires régionaux afin de contribuer à la préparation des documents de travail et d'information pour ces réunions.
45. Le chef des projets LAC Cities FEM et PROMAR a également assisté au 4^e cycle de négociations sur un nouvel instrument mondial sur la pollution plastique, à Ottawa, au Canada, en avril 2024. En outre, le chef de projet a assisté à une réunion régionale de la CARICOM en janvier 2024 à Aruba, axée sur l'identification des besoins régionaux avant la INC4.
46. Le Secrétariat a conclu un nouvel accord de partenariat avec le Gouvernement du Royaume-Uni. En collaboration avec le Centre pour l'environnement, les sciences halieutiques et aquacoles (CEFAS), le

Secrétariat de la Convention de Cartagena a soumis avec succès une proposition de projet d'assistance technique sur la qualité de l'eau à la Jamaïque et au Guyana, par le biais du Programme pour le développement international du Royaume-Uni – Assistance technique pour une économie bleue durable. Le projet vise à soutenir une meilleure gestion de la qualité de l'eau de mer dans les Caraïbes en tant que catalyseur fondamental pour des économies bleues durables, en se concentrant initialement sur le Guyana et la Jamaïque, par le biais de conseils et de renforcement des capacités pour permettre un suivi, une évaluation et une gestion améliorées de la qualité de l'eau. Dans le cadre de la première activité, des missions exploratoires ont été effectuées en Jamaïque en avril 2025, et la mission proposée au Guyana devrait avoir lieu en juin 2025, afin de mieux comprendre les menaces de pollution marine pour les secteurs de l'économie bleue dans ce pays.

47. Le Secrétariat de la Convention de Cartagena a continué de renforcer sa collaboration avec d'autres Convention-cadre sur les mers régionales, par le biais des activités suivantes :

- Participation de la Convention d'Abidjan à la réunion du Groupe de travail conjoint à composition non limitée sur le suivi et l'évaluation et du Groupe de travail sur les sargasses
- Participation de la Convention pour la protection du milieu marin de l'Atlantique du Nord-Est (Convention OSPAR) à la réunion du Groupe de travail conjoint à composition non limitée de suivi et d'évaluation et du Groupe de travail sur les sargasses
- Participation du Secrétariat de la Convention de Cartagena avec d'autres mers régionales dans un webinaire intitulé «-Coordination des politiques au niveau régional : Expériences tirées des conventions et des plans d'action pour les mers régionales ».

48. En janvier 2023, le Secrétariat a lancé la quatrième édition de son bulletin d'information lequel a été publié peu de temps après la démission de l'assistant d'information. Le Secrétariat met au point la cinquième édition du bulletin d'information, qui devrait être lancé dans les semaines à venir.

Activités principales	Indicateurs de succès	Situation
Promouvoir la ratification du Protocole LBS par les Parties non contractantes.	<p>a. Augmentation du nombre de ratifications du Protocole LBS ;</p> <p>b. Matériel promotionnel ciblé sur les avantages de la ratification pour de multiples publics, par exemple le grand public, le secteur privé, les gouvernements et les principaux secteurs économiques.</p>	<p>Entièrement terminé</p> <p>Saint-Christophe-et-Niévès est devenu la seizième Partie contractante au Protocole LBS le 10 octobre 2024.</p> <p>Atelier de promotion de la ratification de LBS organisé à Cuba par le CAR CIMAB.</p> <p>Matériel promotionnel pour promouvoir la ratification de LBS produit par le CAR IMA avec le financement des projets CReW+ et AME ACP.</p>
Organiser 6 ^e STAC LBS et 6 ^e COP LBS	a. Les réunions ont abouti à des décisions, et des recommandations appropriées ont été formulées pour aider les	<p>Entièrement terminé</p> <p>La sixième session du STAC LBS s'est tenue virtuellement du 1er au 3</p>

Activités principales	Indicateurs de succès	Situation
	pays de la région à contrôler, prévenir et réduire les sources terrestres de pollution marine.	février 2023. La sixième COP LBS s'est tenue le 4 octobre 2023 à Aruba.
Fournir un soutien administratif au Groupe de travail à composition non limitée sur le suivi et l'évaluation et aux groupes thématiques connexes	<p>a. Des réunions ont été convoquées.</p> <p>b. Les ressources distribuées et les commentaires reçus des membres du groupe.</p>	<p>Entièrement terminé</p> <p>De nouveaux experts ont continué d'être nommés pour le GTCNL LBS et ses sous-groupes. En avril 2025, huit réunions du GTCNL sur LBS ont été tenues virtuellement. Cinq réunions du sous-groupe sur les éléments nutritifs et les eaux usées ont été convoquées et 4 réunions du sous-groupe sur les microplastiques ont été convoquées. Une réunion conjointe du GTCNL et du SPAW Sargasses a eu lieu du 18 au 20 mars 2025 à Trinidad-et-Tobago. La réunion était hybride.</p>
Identifier les possibilités de poursuivre la mise en œuvre de stratégies et de plans d'action régionaux et/ou nationaux de lutte contre la pollution marine.	Au moins deux pays ont commencé à mettre en œuvre leurs stratégies et/ou plans d'action nationaux de lutte contre la pollution marine	<p>Partiellement achevé</p> <p>Plan d'action national contre les déchets marins à Sainte-Lucie utilisé pour contribuer à l'élaboration de nouveaux programmes et projets visant à résoudre le problème des déchets marins.</p> <p>L'étude de cas de la Jamaïque sur l'évaluation de la gestion des éléments nutritifs a été développé dans le cadre du projet SBE soutenu par le gouvernement britannique.</p>
Assurer la mise en œuvre coordonnée et en temps voulu du programme, le suivi des progrès accomplis par rapport aux objectifs et aux indicateurs, l'évaluation et l'établissement de rapports périodiques.	<p>a) CREW+: - 8 projets nationaux mis en œuvre ; - Organisation des réunions du Comité directeur ; Le plan de travail du projet est mis en œuvre en temps opportun ; Présentation en temps opportun des rapports descriptifs et financiers sur les progrès réalisés ;</p> <p>b) Soutien à la préparation de nouvelles propositions de projets du FEM – Économie bleue, éléments nutritifs, plastiques</p>	<p>Partiellement achevé</p> <p>Toutes les ententes en suspens dans le cadre du projet CREW+ sont en place, avec une exception. Projets nationaux dans le cadre du CREW+ en cours de mise en œuvre. PSC n'a approuvé aucune prolongation de frais et les projets nationaux devraient être terminés d'ici mars 2026.</p> <p>SCC s'associe à l'Université de Genève pour développer un projet de taille moyenne pour le FEM sur la gestion du sable.</p>

Activités principales	Indicateurs de succès	Situation
	<p>c) Poursuite de la mise en œuvre des projets AME ACP, FEM CReW+ et FEM IWeco</p> <p>d)Appui à l'évaluation finale, à la clôture et à l'établissement des rapports finaux pour les projets CReW+ et IWeco du FEM</p>	<p>IWeco FEM a clos ses travaux le 31 mars 2025 et SCC apporte son soutien à la clôture du projet et à l'évaluation finale.</p> <p>Le Secrétariat a lancé une campagne sur les médias sociaux pour présenter les résultats des projets AME III de l'APC</p>
<p>Fournir une assistance technique et des conseils aux Parties contractantes pour la mise en œuvre de la Convention de Cartagena, des Protocoles sur les déversements d'hydrocarbures et LBS.</p>	<p>a. Des orientations sur la mise en œuvre nationale de la Convention de Cartagena et du Protocole LBS fournies par le biais de notes d'information, de modèles de documents de cabinet et/ou de jumelages ;</p>	<p>Partiellement achevé</p> <p>Facilité par le financement de projets/subventions en cours - FEM IWeco, FEM CReW+, AME III ACP, Promar dans les domaines de la gestion des éléments nutritifs, IWWM, plastiques, déchets marins.</p> <p>Sera davantage soutenu par de nouveaux projets tels que le projet de renforcement des capacités en matière de qualité de l'eau et le projet SBE.</p>
<p>Coordonner avec les partenaires clés pour soutenir les rôles accrus des nœuds et des plateformes régionaux sur les déchets marins, les eaux usées et les éléments nutritifs.</p>	<p>Nouveaux projets et activités mis en œuvre par les nœuds régionaux à l'appui des obligations de la CC et du Protocole LBS et des décisions de la COP LBS ;</p>	<p>Terminé</p> <p>Les CAR, IMA et CIMAB ont continué de progresser dans la mise en œuvre des activités dans le cadre des AME ACP et CReW+ liées à la gestion des eaux usées.</p> <p>CAR IMA est le partenaire de mise en œuvre du projet PROMAR à Trinidad & Tobago.</p> <p>Le GCFI continue de co-organiser le GPML-C avec le Secrétariat de la Convention de Cartagena.</p> <p>INVEMAR est le principal partenaire de mise en œuvre du projet du FEM LAC Cities en Colombie.</p> <p>INVEMAR soutient les pays dans le domaine du renforcement des capacités en matière de qualité de l'eau par le biais du projet de l'EPA des États-Unis.</p>

Activités principales	Indicateurs de succès	Situation
<p>Entreprendre des examens périodiques de la coopération bilatérale avec les organisations partenaires afin d'accroître les synergies et l'impact sur le terrain.</p>	<p>» De nouveaux domaines de coopération identifiés avec des partenaires existants et/ou nouveaux, y compris avec le Cluster chimique des AME – Conventions de Bâle, de Stockholm, de Rotterdam et de Minamata ;</p> <p>» Synergies renforcées avec les initiatives sous-régionales ;</p> <p>Signature d'un Mémoire d'entente (MoU) pour le Mécanisme de coordination du PAS et la gouvernance des océans, sous réserve de la décision de la COP ;</p>	<p>Partiellement achevé</p> <p>Le domaine de coopération identifié avec l'AIEA sur les microplastiques s'harmonise avec les travaux en cours dans la région. Mémoire d'entente (MoU) entre l'AIEA et le SCC PNUE sur le domaine de la pollution plastique en cours de négociation.</p> <p>Le PNUE a signé le Mémoire d'entente pour le Mécanisme de coordination pour les océans dans le cadre du projet PROCARIBE+ lors de la COP 16 de la CDB.</p>
<p>Faciliter l'établissement de rapports sur les objectifs et les indicateurs de pollution pertinents.</p>	<p>» Mandat reçu pour commencer à travailler sur le prochain rapport sur l'état des zones d'application de la Convention sur la pollution marine, en utilisant une approche d'évaluation plus intégrée. Au moins 3 Parties contractantes ont soutenu l'établissement de rapports sur les pollutions en rapport avec les exigences régionales et/ou mondiales pertinentes en matière de notification. (ODD 6, ODD 14)</p>	<p>Partiellement achevé</p> <p>Recommandation issue de la réunion du groupe de travail conjoint LBS/SPAW d'élaborer un chapitre intégré sur les sargasses dans le cadre du prochain rapport sur l'état.</p> <p>Une collecte de fonds est en cours pour soutenir le prochain SOCAR.</p>
<p>Faciliter la coopération avec les projets pertinents et les mécanismes de coordination relatifs à la pollution.</p>	<p>» La participation au mécanisme de coordination PAS CLME+ est soumise à l'approbation de Procaribe+ ;</p> <p>» Participation aux comités et groupes de travail pertinents du siège du PNUE sur la pollution marine ;</p> <p>» Poursuite de la participation au partenariat de Bâle sur les plastiques ;</p> <p>» Représentation au Comité technique de Global Water Caribbean ;</p> <p>Représentation du Comité chargé de superviser la mise en œuvre des Plans d'Action Stratégiques Régionaux sur les Déchets et l'Eau ;</p>	<p>Partiellement achevé</p> <p>Le Secrétariat a continué à participer aux réunions du PAS ICM une fois que le projet PROCARIBE+ a commencé. Le Secrétariat a également participé aux réunions du Mécanisme de coordination pour les océans</p> <p>Le Secrétariat continue de participer aux réunions du GPML et d'autres groupes de travail sur la pollution marine, tels que le Groupe de travail sur l'azote, facilités par le siège du PNUE.</p>

Activités principales	Indicateurs de succès	Situation
Évaluer le rôle de la prévention, de la lutte et de la réduction de la pollution dans le cadre des efforts continus visant à élaborer des approches fondées sur l'économie océanique et l'économie bleue.	Les activités et les consultations en cours auxquelles le Secrétariat participe concernant les efforts déployés par le CP pour élaborer des approches fondées sur les océans et l'économie bleue reflètent les impacts économiques de la pollution ainsi que les avantages économiques des mesures de lutte, de prévention et de réduction de la pollution -	Partiellement achevé Approbation d'un projet d'assistance technique par le biais du Programme de développement international du Royaume-Uni, d'économies bleues durables par le biais du SCC pour soutenir le renforcement des capacités en Jamaïque et au Guyana, afin de permettre un suivi, une évaluation et une gestion améliorées de la qualité de l'eau.

B. Sources terrestres et marines de pollution

49. Le Secrétariat a soutenu la République dominicaine dans l'élaboration d'un projet de règlement pour la mise en œuvre de la Convention internationale sur la prévention de la pollution par les navires (MARPOL). Le financement a été fourni dans le cadre du projet AME III des pays ACP.
50. Financé par le projet AME III ACP, le Secrétariat a aidé le gouvernement de la Barbade à mettre à jour le Plan national d'urgence en cas de déversement d'hydrocarbures et la politique d'utilisation des dispersants à la Barbade.
51. Le Secrétariat poursuit ses efforts pour réduire la pollution marine plastique dans la région par le biais du projet financé par le FEM « Réduire les plastiques marins et la pollution plastique dans les villes d'Amérique latine et des Caraïbes grâce à l'économie circulaire » (FEM LAC Cities). Ce projet vise à réduire les plastiques marins régionaux et la pollution plastique en facilitant les actions circulaires à l'échelle des villes, afin d'accélérer la transition vers une économie circulaire grâce à une meilleure gestion des déchets. Il répond directement aux plans d'action, résolutions et engagements nationaux, régionaux et mondiaux relatifs aux déchets marins et aux plastiques, tels que le Plan d'action régional pour les déchets marins (RAPMaLi) pour la région des Caraïbes. L'atelier de pré-lancement de LAC Cities du FEM pour l'Amérique latine et les Caraïbes a été accueilli par le Secrétariat le 16 janvier 2023 et la deuxième réunion du Comité directeur a eu lieu en mars 2025.
52. Un réseau régional de collaboration au niveau des villes a été lancé à Cartagena, en Colombie, le 26 mars 2025, dans le cadre du projet LAC Cities.
53. Le Secrétariat, en coordination avec l'Autorité de gestion des déchets solides de Sainte-Lucie (SLSWMA), avec l'appui du projet AME III ACP et de la Division scientifique du PNUE, a élaboré une stratégie et un plan d'action pour la réduction des déchets marins et du plastique.
54. Au cours de la période de ce rapport, le pôle des Caraïbes du Partenariat mondial sur la pollution plastique et les déchets marins (GPML-Caribe) a soutenu la sensibilisation des pêcheurs aux engins de pêche abandonnés, perdus et rejetés, en employant des pêcheurs qui sont des leaders très respectés au sein de leurs communautés à Sainte-Lucie et à Antigua-et-Barbuda. Usant de leur autorité en tant que champions au sein de leurs communautés de pêcheurs locales, ces pêcheurs ont éduqué leurs pairs, leurs étudiants et d'autres membres de la communauté sur l'ALDFG et sur ce qui peut être fait pour réduire les impacts des engins de pêche à l'aide de produits de communication précédemment conçus

par le GCFI et GGGI, grâce au soutien d'une subvention antérieure du Ghost Gear Fund du gouvernement du Canada. En 2024, grâce au financement de la Builders Initiative, ce travail a été étendu aux Bahamas (New Providence, Andros, Grand Bahama, Abaco, Acklins Island et Mayaguana).

55. Par le biais du GPML-C, la Global Ghost Gear Initiative (GGGI), en association avec le GCFI, a organisé un atelier intersectoriel axé sur les solutions pour les engins de pêche en fin de vie utile dans la région des Caraïbes. L'atelier a consisté en une série de présentations, notamment une introduction à la question de l'ALDFG, aux travaux en cours dans les Caraïbes et une introduction au Plan d'action régional que le GGGI a créé en 2022 comme guide de prévention et d'atténuation de l'ALDFG dans la région des Caraïbes. Il y a eu un grand intérêt pour cet atelier virtuel avec 82 inscrits à l'atelier et 69 participants qui y ont assisté à son apogée – Document d'information UNEP(DEPI)/CAR WG.46/INF.8
56. Financé par le projet AME III ACP, le GCFI, par le biais du programme de petites subventions, a soutenu l'élaboration d'un manuel éducatif détaillant l'approche éducative du Bahamas Plastic Movement et son programme de terrain sur le plastique.
57. En février 2025, le Centre d'activité régional, l'Institut des affaires marines (CAR, IMA) et l'Association des eaux et des eaux usées des Caraïbes (CWWA) ont organisé un atelier en ligne sur les approches de gestion des eaux usées intitulé « Exploration de solutions de gestion innovantes et peu coûteuses et réutilisation des eaux usées à faible coût ». En avril 2025, la CWWA a également animé une séance de formation technique intitulée « Renforcement, surveillance et rapports – ODD 6 (Eau propre et assainissement) » ciblant le personnel des services d'eau et des organismes de réglementation. Ces activités ont été réalisées avec le soutien du projet CReW+.
58. Le Secrétariat de la Convention de Cartagena s'est également associé à RARE, qui s'est engagé auprès des communautés des pays de la région des Caraïbes à développer des processus de conception centrés sur le comportement afin de réduire les polluants entrant dans l'environnement marin des communautés côtières.
59. L'Association de l'eau et de l'assainissement des Caraïbes (CAWASA) a mis en œuvre des initiatives de renforcement des capacités en matière de gestion des eaux usées dans quatre pays, à savoir la Barbade, le Belize, la Grenade et Sainte-Lucie, où les opérateurs de traitement des eaux usées ont été certifiés aux niveaux I ou II de l'Association of Boards of Certification (ABC) pour le traitement et la collecte des eaux usées. Ce projet a été soutenu par le projet CReW+ du FEM.
60. Le Partenariat mondial de l'eau – Région des Caraïbes, avec le soutien du projet CReW+ du FEM, a organisé un atelier de communication scientifique à l'intention des journalistes, en mettant l'accent sur la gestion intégrée de l'eau et des eaux usées. Ces sessions virtuelles ont ciblé les jeunes et les journalistes des Caraïbes, en se concentrant sur la gestion des eaux usées et ses liens avec le changement climatique, le genre et les technologies de réutilisation innovantes. L'atelier pour les jeunes visait à sensibiliser le public par le biais de campagnes sur les réseaux sociaux, tandis que l'atelier pour les journalistes a fourni des conseils sur la couverture des problèmes liés aux eaux usées et la création de contenu percutant pour impliquer le public et les décideurs.
61. Les produits de gestion des connaissances développés par le GWP-C par l'intermédiaire de son comité technique ont produit deux documents de perspective sur les sujets suivants : 1) Gestion des eaux usées dans les Caraïbes : Une étude de cas en Jamaïque et 2) Un papier toilette. Pour chacun de ces journaux, de courtes vidéos promotionnelles ont également été développées. Ce projet a été soutenu par le projet CReW+ du FEM.

62. Le Secrétariat a collaboré avec le Partenariat pour la science au service de la nature et des peuples (SNAPP) pour élaborer plusieurs manuels importants sur la pollution. Voir la liste ci-dessous :
- [Guide d'évaluation de la pollution & Surveillance des écosystèmes côtiers](#)
 - [Fiches d'information sur les approches d'évaluation & Surveillance de la pollution côtière](#)
 - [Fiches d'information sur les méthodes de collecte de la qualité de l'eau in situ](#)
63. En collaboration avec The Economist Impact, le Secrétariat a appuyé la révision de sa [feuille de route sur la pollution](#).
64. L'Institut des affaires maritimes (IMA) et le Centre de recherche et de gestion environnementale des transports (CIMAB), centres d'activités régionaux du protocole LBS, ont soutenu l'élaboration des documents techniques suivants par le biais d'un SSFA financé par les projets CReW+ et AME III ACP, et d'une subvention SIDA. qui doivent être pris en compte lors du STAC LBS :
- Lignes directrices pour la classification des eaux conformément au Protocole LBS UNEP(DEPI)/CAR WG.44/INF.16 Rev.1.
 - Critères et normes régionaux pour les charges de N et de P dans les rejets d'eaux usées domestiques et industrielles UNEP(DEPI)/CAR WG.44/INF.17 Rev.1.
 - Projet de recommandations pour des amendements au Protocole LBS et aux annexes, afin de faciliter une réutilisation accrue des eaux usées domestiques, y compris l'adoption de nouveaux critères ou normes pour les rejets d'eaux usées domestiques, UNEP(DEPI)/CAR WG.46/INF.13.
 - Évaluation et recommandations sur la gestion des ressources en eau douce dans le cadre de la Convention de Cartagena UNEP(DEPI)/CAR WG.44/INF.9 Rev.1. Ce document a été basé sur l'analyse réalisée pour les pays de la région des Caraïbes à travers les deux documents suivants : Cadre d'action pour la gestion intégrée des ressources en eau pour la région de la Communauté des Caraïbes, soutenu par le projet UNEP(DEPI)/CAR WG.46/INF.9 et Document de synthèse - Élaboration d'une stratégie ou d'un protocole pour la gestion des ressources en eau douce dans le cadre de la Convention de Cartagena avec une approche régionale dans les pays hispanophones UNEP(DEPI)/CAR WG.46/INF.10.
65. Le Secrétariat, ainsi que d'autres organisations telles que le CEFAS, le Secrétariat du Commonwealth, l'Autorité du parc marin de la Grande Barrière de corail et la Wildlife Conservation Society, se sont associés pour établir le Réseau d'action mondiale sur la pollution par les éléments nutritifs (NP-GAN). Le NP-GAN vise à catalyser l'action visant à lutter contre les impacts de la pollution par les éléments nutritifs et les eaux usées sur les écosystèmes océaniques et la santé humaine, en se concentrant sur (mais sans s'y limiter) le ruissellement agrochimique des engrais et des eaux usées/eaux usées domestiques. Le 9 avril 2024, le NP-GAN a organisé un événement hybride dans le cadre de la Semaine de la décennie de l'océan, à Barcelone, auquel le Secrétariat a participé.
66. Le CAR IMA soutient également la mise en œuvre du projet PROMAR, qui se concentre sur la prévention des déchets plastiques marins en mer des Caraïbes à Trinidad-et-Tobago.
67. La Stratégie et le Plan d'action régionaux de réduction de la pollution par les éléments nutritifs (RNPRSAP) serviront à orienter l'élaboration de plans d'action nationaux de réduction de la pollution dans les Parties contractantes au Protocole LBS. Des efforts sont en cours pour mettre en œuvre la

Stratégie et le Plan d'action régionaux de réduction de la pollution par les éléments nutritifs avec l'appui du sous-groupe des éléments nutritifs et des eaux usées du GTCNL (conformément à la décision 4, COP5 de LBS).

68. Grâce au financement du Partenariat mondial sur la gestion des éléments nutritifs (GPNM), la Jamaïque et la Barbade ont bénéficié d'un projet pilote d'évaluation économique. Deux études de cas proposant des options pour améliorer l'efficacité de l'utilisation des éléments nutritifs, ainsi que pour quantifier les multiples coûts et avantages de l'atteinte des objectifs de gestion des éléments nutritifs pour la sécurité alimentaire, les écosystèmes marins et d'eau douce, les écosystèmes terrestres, l'atténuation des gaz à effet de serre et d'autres menaces climatiques, et l'amélioration de la santé humaine ont été présentées dans le cadre de cette étude.
69. Le projet IWeco a appuyé l'élaboration de stratégies et de plans d'action nationaux dans les petits États insulaires en développement des Caraïbes suivants :
- Élaboration d'un projet de stratégie et d'un plan d'action pour la Barbade
 - Plan d'action révisé de GIZC défini pour Sainte-Lucie ;
 - Élaboration de plans de GIZC pour des zones côtières pilotes à la Grenade, en Jamaïque et à Saint-Vincent-et-les-Grenadines ;
 - Plan national révisé de réduction des risques préparé pour la République dominicaine

Activités principales	Indicateurs de succès	Situation
<p>Promouvoir l'utilisation d'instruments et d'incitations pertinents pour prévenir ou réduire la pollution plastique, y compris la production de sacs en plastique à usage unique et de microplastiques ; engins de pêche abandonnés, perdus ou rejetés (ALDFG) ; et les déchets marins provenant de sources terrestres et marines.</p>	<p>a) Les meilleures pratiques, les études de cas et les modèles identifiés et partagés avec les Parties contractantes au niveau régional ;</p> <p>b) Opportunités de partenariat identifiées</p> <p>c) Soutien apporté aux négociations sur la nouvelle résolution sur les plastiques</p> <p>d) Données téléchargées sur la nouvelle plateforme numérique GPML</p>	<p>Partiellement achevé</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dans le cadre du projet LAC Cities du FEM, des travaux régionaux ont été entrepris pour consolider les meilleures pratiques en matière de cadres politiques, d'instruments de financement et de modèles économiques de réutilisation visant à lutter contre les déchets marins et à réduire la pollution plastique en général. Cette activité a été achevée au T4 2024, y compris les recommandations régionales pour les pays/villes du projet. • Dans le cadre du projet PROMAR, une boîte à outils appelée « BlueBox » a été compilée, mettant en évidence les outils, les ressources et les produits de connaissance pertinents pour éviter la pollution plastique. • Une collaboration est en cours avec la plateforme régionale de

Activités principales	Indicateurs de succès	Situation
		suivi et d'information du GPML dans le cadre de la plateforme régionale de surveillance et d'information PROMAR.
Promouvoir la réduction des eaux usées municipales à l'aide de solutions fondées sur la nature ; et prévention de la pénétration dans le milieu marin des boues d'épuration et des déchets liés aux eaux pluviales à l'aide des MTD/MPE	Identification des bonnes pratiques et partage avec les Parties contractantes au niveau régional	<p>Partiellement achevé</p> <ul style="list-style-type: none"> En février 2025, le CAR IMA et CWWA ont organisé un atelier en ligne sur les approches de gestion des eaux usées intitulé « Exploring innovative-and low-cost management alternatives and wastewater reutilization » (Exploration d'alternatives de gestion novatrices et peu coûteuses et de la réutilisation des eaux usées). CAR CIMAB a animé un séminaire sur les techniques innovantes de traitement des eaux usées domestiques au Panama en janvier 2024.
Mettre à jour les annexes/textes des Protocoles LBS	<p>a. Groupe(s) de travail établi(s)/mandaté par la COP 6 pour travailler avec les CAR sur d'éventuels amendements au Protocole LBS et/ou à ses annexes en vue de leur soumission à la COP 7 ;</p> <p>b. Groupe(s) de travail établi(s) ou mandaté(s) pour poursuivre les travaux d'évaluation de la manière dont la gestion des ressources en eau douce peut être abordée dans le cadre de la Convention de Cartagena.</p>	<p>Partiellement achevé</p> <ul style="list-style-type: none"> Le sous-groupe des éléments nutritifs et des eaux usées a établi et tenu des réunions régulières en 2024. Les CAR IMA et CIMAB ont élaboré un document à présenter au STAC de 7 LBS sur d'éventuels amendements aux annexes du Protocole LBS, Un examen approfondi des questions relatives aux ressources en eau dans la région de la Communauté des Caraïbes dans le cadre de l'étude sur la gestion intégrée des ressources en eau a été entrepris par le GWP-C dans le cadre du projet IWeco. Les CAR IMA/CIMAB ont élaboré un document à présenter au STAC 7 LBS sur la façon dont la gestion des ressources en eau douce peut être abordée dans le

Activités principales	Indicateurs de succès	Situation
		cadre de la Convention de Cartagena. Le document présente des recommandations à l'intention du STAC LBS pour examen UNEP(DEPI)/CAR WG.44/INF.9 Rev.1
Élaborer des lignes directrices techniques pour la classification des eaux conformément au Protocole LBS.	<p>Finalisation/adoption de lignes directrices pour la classification des eaux selon le Protocole LBS</p> <p>Les Parties contractantes ont appuyé la classification de leurs eaux récréatives/réceptrices, sur la base d'une demande (reportée de l'exercice biennal précédent en raison d'un manque de financement)</p>	<p>Partiellement achevé</p> <p>Lignes directrices pour la classification des eaux selon le protocole LBS, Document élaboré par les CAR LBS avec la contribution du Sous-groupe des éléments nutritifs et des eaux usées et devant être présenté au 7 LBS STAC UNEP(DEPI)/CAR WG.44/INF.16 Rev.1</p> <p>Grâce au soutien d'un cabinet de conseil dans le cadre du projet CReW+, Saint-Christophe-et-Niévès a recommandé de classer ses eaux dans la catégorie des eaux de classe I.</p>
Soutenir la mise en œuvre de stratégies et de plans d'action régionaux pertinents, tels que le Plan d'action régional contre les déchets marins en Amérique centrale, la Stratégie et le Plan d'action régionaux relatifs aux déchets solides et le Plan d'action stratégique régional sur l'eau, y compris les eaux usées.	Stratégies et plans d'action régionaux mis en œuvre avec l'appui du Secrétariat	<p>Partiellement achevé</p> <ul style="list-style-type: none"> • La mise en œuvre des projets PROMAR et LAC Cities a commencé en 2024, qui aident tous deux les pays des Caraïbes à réduire la pollution plastique et à passer à une économie circulaire.
Soutenir l'élaboration, la mise à jour et la mise en œuvre de plans nationaux de prévention de la pollution, notamment en ce qui concerne les eaux usées, les déchets marins/plastiques et les éléments nutritifs.	<p>Stratégies et plans d'action nationaux mis en œuvre avec l'appui du Secrétariat</p> <p>Financement durable/plans d'affaires pour les futurs investissements dans le secteur des eaux usées</p>	<p>Partiellement achevé</p> <ul style="list-style-type: none"> • Études de cas sur l'évaluation de la gestion des éléments nutritifs élaborées pour la Barbade et la Jamaïque avec l'appui d'U Partenariat mondial sur la gestion des éléments nutritifs (GPNM). • Soutien à l'élaboration d'une stratégie et d'un plan d'action contre les déchets marins pour Sainte-Lucie • Projet de stratégie et de plan d'action pour la gestion de la pollution marine élaboré pour la Barbade avec l'appui du projet

Activités principales	Indicateurs de succès	Situation
		<p>IWEco.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Plan d'action révisé de GIZC défini pour Sainte-Lucie avec l'appui du projet IWEco du FEM. • Élaboration de plans de GIZC pour des zones côtières pilotes à la Grenade, en Jamaïque et à Saint-Vincent-et-les-Grenadines avec l'appui du projet IWEco du FEM. • Plan national révisé de réduction des risques préparé pour la République dominicaine avec l'appui du projet IWEco du FEM.
<p>Soutenir l'élaboration et/ou la mise à jour de politiques, de plans, de lois, de règlements, de normes de qualité environnementale et de critères de rejet relatifs à l'eau, aux eaux usées, aux déchets solides, aux plastiques, aux éléments nutritifs et aux masses d'eau réceptrices.</p>		<p>Partiellement achevé</p> <p>Dans le cadre du projet CReW+ du FEM :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le Ministère du Logement et de l'Eau du Guyana a élaboré une politique et une législation visant à promouvoir les mesures d'économie d'eau proposées dans la stratégie de résilience climatique et le plan d'action pour le Guyana, telles que la réutilisation des eaux usées • Le Ministère du Tourisme, de l'Aviation Civile, du Développement Durable et de la Culture in SVG élaborera une politique nationale sur les eaux usées et la Gestion des boues • Centro de Estudios Ambientales de Cienfuegos pour concevoir des méthodologies visant à soutenir la conservation et la durabilité de la biodiversité à Cuba par le biais de l'approche de gestion intégrée des bassins versants et des zones côtières. <p>Toutes les activités devraient être terminées d'ici mars 2026.</p>

Activités principales	Indicateurs de succès	Situation
Renforcer la ratification et l'application des conventions maritimes internationales pertinentes relatives à la protection du milieu marin	<p>Soutien technique fourni aux Parties contractantes, sur demande pour :</p> <p>a) Préparer et/ou mettre à jour les politiques nationales et/ou les cadres juridiques pour la mise en œuvre des accords pertinents tels que MARPOL et la Convention sur les eaux de ballast – en cours ; et</p> <p>Ratifier et mettre en œuvre les conventions maritimes internationales pertinentes relatives à la protection du milieu marin - en cours.</p>	<p>Terminé</p> <p>Grâce au soutien du projet AME III ACP.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mise à jour du plan national d'urgence en cas de déversement d'hydrocarbures et de la politique d'utilisation des dispersants à la Barbade. • Amélioration du respect de la Convention MARPOL par la République dominicaine.
Mettre en œuvre des projets nationaux/communautaires sur la gestion des eaux usées, la réduction des déchets marins/plastiques et des éléments nutritifs, la réutilisation et le recyclage ;	Des projets nationaux et/ou communautaires ont été mis en œuvre avec succès	<p>Partiellement achevé</p> <ul style="list-style-type: none"> • Des projets communautaires intégrés d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux usées sont soutenus par le projet CREW+ à Sainte-Lucie, au Guyana, au Panama et au Costa Rica. Les activités devraient être terminées d'ici mars 2026. • Dans le cadre du projet PROMAR, les partenaires de mise en œuvre nationaux travaillent avec les communautés locales au Guyana, au Suriname et à Saint-Christophe-et-Niévès, Trinidad-et-Tobago & Tobago, Îles Vierges britanniques, afin d'identifier des sites de démonstration et de mesurer les déchets au niveau local, de lancer des projets pilotes et d'impliquer les membres de la communauté dans des activités d'éducation et de sensibilisation liées aux déchets plastiques.

C. Suivi et évaluation intégrée des écosystèmes

70. En collaboration avec l'unité source-mer du PNUE, le Secrétariat de la Convention de Cartagena met en œuvre un projet de renforcement des capacités en matière de qualité de l'eau dans la région des Caraïbes, financé par l'Agence de protection de l'environnement des États-Unis. Le projet, qui a débuté en 2024, vise, entre autres, à renforcer les capacités aux niveaux régional et national pour intensifier

les programmes durables de suivi de la qualité de l'eau et la gestion et la prévention de la pollution. Grâce à l'appui du projet, une enquête d'évaluation des besoins en matière de qualité de l'eau a été menée auprès des Parties contractantes, afin de déterminer les besoins prioritaires et de contribuer à un système de gestion de l'apprentissage pour le renforcement des capacités en matière de qualité de l'eau. Des réponses ont été reçues de la part de 22 personnes de 19 pays de la région des Caraïbes : Document d'information UNEP(DEPI)/CAR WG.46/INF.12.

71. Le projet IWeco du FEM a facilité la réalisation d'un service de conseil pour appuyer la mise en place d'un portail régional de données de surveillance de l'environnement (REMDAP). Le [REMDAP](#) qui sert de mécanisme d'échange d'informations et d'outil de prise de décision pour renforcer le processus de suivi et d'évaluation environnementales régionales dans la région des Caraïbes, a été lancé en 2024.
72. Une plateforme régionale d'information et de surveillance des déchets marins est actuellement en cours d'élaboration dans le cadre du projet PROMAR, en partenariat avec GRID Genève. Une cartographie des plateformes existantes et de leurs usages a été réalisée entre le mois de mai et le mois de septembre 2024. Au cours de cette période, GRID Genève/PNUE a également entrepris des consultations avec les parties prenantes, dont certaines en personne en juin 2024, avec les parties concernées des 5 pays. Un « plan directeur » a également été élaboré en décembre 2024, décrivant les aspects conceptuels et techniques du système en cours de développement, qui vise à servir de plateforme d'informations et de données relatives à la pollution plastique dans la région, en mettant l'accent sur les 5 pays. Les discussions actuelles portent sur la définition de la méthodologie et des données précises qui seront présentées sur la plateforme.
73. Le travail de développement de systèmes nationaux de gestion de l'information sur l'eau (WIMS) a été avancé dans quatre pays bénéficiaires du projet CReW+ par l'Institut de l'Université des Nations Unies pour l'eau, l'environnement et la santé (UNU INWEH) afin de faciliter l'accès aux données relatives à l'eau et leur diffusion. Il s'agit du Costa Rica, de la Jamaïque, de Sainte-Lucie et de Trinidad-et-Tobago. Ces WIMS nationaux devraient améliorer les capacités nationales d'analyse et de gestion des données spatiales relatives à l'eau. Une évaluation de la ou des Plateforme(s) Régionale IWWM/IWRM (WIMS) a également été entreprise par l'Association des Caraïbes pour l'eau et les eaux usées, par le biais du projet CReW+ du FEM.
74. Le Secrétariat a entamé des discussions entre REMARCO et le réseau de laboratoires des Caraïbes concernant les approches à adopter pour établir un réseau de laboratoires à l'appui des Parties contractantes. Le défi reste la fracture linguistique, la plupart des laboratoires de REMARCO étant hispanophones.
75. Le Secrétariat et l'AIEA finalisent actuellement les discussions relatives à l'intensification des partenariats dans la lutte contre la pollution plastique, y compris la pollution par les microplastiques, dans la région des Caraïbes. En ce qui concerne la question des microplastiques, REMARCO a partagé ses propositions de lignes directrices pour la surveillance des microplastiques sur le sable des plages et la colonne d'eau avec le sous-groupe thématique sur les microplastiques UNEP(DEPI)/CAR WG.46/INF.11. Les membres du GTCNL ont souligné la nécessité d'élaborer des lignes directrices régionales pour guider le suivi de certains paramètres au sein de la région des Caraïbes.

Activités principales	Indicateurs de succès	Situation
<p>Soutenir l'élaboration et/ou l'amélioration de programmes nationaux de suivi de la qualité des eaux récréatives sur la base des recommandations du SOCAR</p>	<p>a) Renforcement des capacités nationales et, le cas échéant, régionales, des laboratoires sur la base de l'évaluation des besoins ; b) Mise en place d'un réseau de laboratoires soutenant les Parties contractantes</p>	<p>Partiellement achevé</p> <ul style="list-style-type: none"> • Avec l'appui du projet de développement des capacités de l'EPA des États-Unis sur la qualité de l'eau, une enquête a été menée auprès des pays de la région des Caraïbes afin de comprendre leurs limites de capacité en matière de suivi de la qualité de l'eau. • Une assistance technique est fournie par le gouvernement britannique à la Jamaïque et au Guyana pour renforcer leurs programmes nationaux de suivi de la qualité de l'eau. • Les premières interactions entre le Réseau des laboratoires des Caraïbes et REMARCO concernant les opportunités de collaboration.
<p>Commencer l'élaboration du nouveau rapport sur l'état de la pollution marine dans la zone d'application de la Convention.</p>	<p>Des fiches d'information et des cartes d'évaluation mises à jour préparées à partir de nouvelles données provenant des rapports sur la pollution et des stratégies pour contribuer à l'élaboration du nouveau rapport sur l'état de la pollution marine ;</p>	<p>Partiellement achevé</p> <p>Développement de deux plateformes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un portail régional de données de surveillance de l'environnement (REMDAP) en partenariat avec la Commission de l'OECO pour renforcer le processus de surveillance et d'évaluation de l'environnement au niveau régional dans la région des Caraïbes grâce à l'appui du projet IWECO du FEM. • Plateforme régionale de surveillance de l'environnement qui facilite la compilation d'informations provenant des programmes nationaux de suivi et d'évaluation afin de générer des informations environnementales dans la région des Caraïbes, grâce à l'appui du projet CREW+ FEM en place. <p>Stratégie nationale de recherche pour la collecte de données environnementales élaborée pour Antigua-et-Barbuda et Trinidad-et-Tobago, grâce au soutien du projet</p>

Activités principales	Indicateurs de succès	Situation
		<p>IWEco</p> <ul style="list-style-type: none"> Fiches d'information rédigées en vue de leur examen et de leur finalisation dans le cadre du projet AME III ACP.
Soutenir les pays dans la mise en œuvre du Protocole LBS	a. Assistance technique fournie et renforcement des capacités pour soutenir la mise en œuvre de LBS	<p>Entièrement achevé</p> <p>Assistance technique fournie au Guyana et à la Jamaïque avec l'appui du gouvernement du Royaume Uni pour renforcer leurs programmes nationaux de développement de la qualité de l'eau</p> <p>En février 2025, le CAR et CWWA ont organisé un atelier en ligne sur les approches de gestion des eaux usées intitulé Explorer des solutions de rechange innovantes et peu coûteuses en matière de gestion et de réutilisation des eaux usées. Le CAR CIMAB a animé un séminaire sur les techniques innovantes de traitement des eaux usées domestiques au Panama en janvier 2024.</p>
Élaborer et mettre en œuvre des programmes nationaux de formation sur les principaux problèmes de pollution.	<p>Formation intra et interrégionale dispensée dans et entre les régions des PEID avec des partenaires régionaux.</p> <p>Formation en Forces motrices, Pressions, État, Impacts, Réponses (DPSIR) réalisée.</p> <p>Webinaire de formation régionale par UNITAR relatif au suivi et à l'évaluation, en mettant l'accent sur les éléments nutritifs et les eaux usées traitées ; réutilisées.</p>	<p>Partiellement achevé</p> <p>Activités menées dans le cadre de l'Accord avec les CAR LBS, GWP-C, et GCFI pour soutenir le suivi, etc.</p>

D. Approches de gestion par écosystème

76. Les sous-programmes AMEP et SPAW, ainsi que les CAR LBS et SPAW ont organisé une réunion conjointe du groupe de travail à composition non limitée (GTCNL) sur le suivi et l'évaluation, et du groupe de travail sur les sargasses, à l'Institut des affaires maritimes, Trinidad-et-Tobago, du 18 au 20 mars 2025. L'atelier visait à améliorer la coordination entre les protocoles SPAW et LBS, en favorisant la collaboration entre les centres d'activités régionaux (CAR) et les réseaux d'activités régionaux (RAR) afin d'assurer des réponses plus efficaces à ces défis. Il a également examiné le rôle des sargasses en tant qu'habitat important pour les espèces marines,

ainsi que le fait qu'elles deviennent un polluant à la suite d'inondations sur les plages et dans les baies peu profondes. UNEP(DEPI)/CAR WG.45/INF.31. La réunion du groupe de travail conjoint a également été l'occasion pour les participants de faire avancer l'élaboration du plan d'action sur les sargasses, mandaté par la 12^e COP SPAW. En raison de l'intégration du groupe de travail GTCNL sur les sargasses à celui du groupe de travail sur les sargasses SPAW, les membres du GTCNL ont contribué au plan d'action sur les sargasses et, à ce titre, il est inclus en tant que document pour examen par le 7^e STAC LBS UNEP(DEPI)/CAR WG.45/INF.27.

77. Le projet FEM-IWEco, qui s'est achevé au mois de mars 2025, était un projet régional multifocale s'appuyant sur les travaux d'initiatives précédentes, visant à aborder la gestion des ressources en eau, terres et biodiversité, ainsi que changement climatique, dans dix pays participants. De nombreux résultats du projet peuvent être consultés sur le site web du projet. Études de cas mettant en évidence les résultats, les enseignements tirés et les meilleures pratiques du projet national, des pays suivants, [Cuba](#), [République dominicaine](#), [Saint-Christophe-et-Niévès](#), [Sainte-Lucie](#) et [Trinidad-et-Tobago](#) et des études [transversales](#) de cas ont également été élaborées. Des vidéos promotionnelles présentant le projet sur les solutions fondées sur la nature, les moyens de subsistance durables et REMDAP, la plateforme régionale de surveillance de l'environnement, sont accessibles [ici](#).
78. Dans le cadre de son accord avec le projet IWEco, CANARI s'est concentré sur le soutien aux petites et microentreprises basées sur la nature (PME) dans quatre domaines d'intervention qui combinent efficacement l'autonomisation, le partage des connaissances, le renforcement des capacités et les actions pratiques pour améliorer la santé à long terme, la durabilité et la capacité d'adaptation des écosystèmes et des moyens de subsistance basés sur la nature qui y sont associés. CANARI a été en mesure d'encadrer et conseiller six PME en Jamaïque, à Saint-Christophe-et-Niévès, à Sainte-Lucie et à Saint-Vincent-et-les-Grenadines.
79. S'appuyant sur les travaux menés dans le cadre du projet CLME+ FEM du PNUD, le Secrétariat, par le biais du financement du projet ACP MEA III, soutient la mise en œuvre d'un projet de gestion par écosystème promouvant une approche intégrée de la réduction de la pollution et de la restauration de l'habitat marin au Guyana. La finalisation de l'accord avec le Guyana a été retardée et n'a été finalisée qu'en 2025. Il est prévu que le projet soit finalisé au cours du dernier trimestre de 2025.
80. Avec l'appui du projet IWEco du FEM, des notes d'orientation et des affiches ont été élaborées pour définir les avantages de la gestion intégrée des ressources en eau dans les Caraïbes, de la gestion intégrée des zones côtières et des données et informations pour une meilleure prise de décisions en matière d'environnement.

Activités principales	Indicateurs de succès	Situation
Soutenir la poursuite de l'intégration des sous-programmes LBS et SPAW par des activités conjointes et le renforcement des capacités	a) Projets et activités conjoints conçus et mis en œuvre	Partiellement achevé <ul style="list-style-type: none"> • Collaboration dans le cadre du projet ACP MEA III avec LBS et le protocole SPAW • Les programmes LBS et SPAW ont organisé une réunion conjointe GTCNL/Groupe de travail sur les sargasses à Trinidad-et-Tobago en mars 2025.
Soutenir l'utilisation à l'échelle régionale des approches de gestion par écosystème, y compris des outils tels que MSP, et ICZM.	6 études de cas sur la gestion par écosystème des projets IWEco FEM développées et diffusées Amélioration de l'engagement et de	Terminé <ul style="list-style-type: none"> • Etudes de cas développées pour les pays suivants, Cuba, République dominicaine, Saint-

Activités principales	Indicateurs de succès	Situation
	<p>l'accès à l'information pour les praticiens et les autres parties prenantes grâce à des produits et des réseaux ciblés de partage des connaissances</p> <p>Intégration accrue des programmes de travail d'AMEP et de SPAW et, sous réserve de financement, convocation de réunions conjointes supplémentaires de LBS et SPAW, élaboration de projets conjoints LBS/SPAW et mise en œuvre d'ateliers conjoints de renforcement des capacités.</p>	<p>Christophe-et-Niévès, Sainte-Lucie et Trinidad-et-Tobago et une étude de cas transversale dans le cadre du projet IWEco visant à partager les meilleures pratiques et à Sainte-Lucie dans le cadre de CReW+ pour les lignes directrices sur les eaux usées pour les installations de traitement à petite échelle.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les programmes LBS et SPAW ont organisé une réunion conjointe du GTCNL/Groupe de travail sur les sargasses à Trinidad-et-Tobago le 18 mars 2025. • Projet de gestion par écosystème englobant la pollution et les éléments d'habitat mis en œuvre au Guyana dans le cadre de l'ACP MEA III
<p>Mettre en œuvre des projets de gestion par écosystème dans un certain nombre de parties contractantes</p>	<p>i) Réduction du stress lié à la pollution sur au moins 2 sites de projet grâce à des interventions appropriées de gestion durable de l'eau, des terres et des écosystèmes qui tiennent compte du changement climatique.</p> <p>ii) Amélioration des moyens de subsistance et des co-avantages socio-économiques pour les communautés ciblées grâce à l'amélioration des services écosystémiques fonctionnant grâce à la réduction de la pollution.</p> <p>iii) Possibilités de partenariat identifiées pour des approches intégrées visant à traiter les sargasses et les éléments nutritifs</p>	<p>Terminé</p> <ul style="list-style-type: none"> • Projets de réduction du stress lié à la pollution en cours de mise en œuvre dans les pays grâce au soutien du projet CReW+. Projets sur la dégradation des terres et de gestion par écosystème mis en œuvre avec succès dans le cadre du projet IWEco. • CANARI, avec le soutien du projet IWEco FEM, a été en mesure d'encadrer et de conseiller six PME en Jamaïque, à Saint-Christophe-et-Niévès, à Sainte-Lucie et à Saint-Vincent-et-les-Grenadines, afin d'améliorer la santé à long terme, la durabilité et la capacité d'adaptation des écosystèmes et des moyens de subsistance associés fondés sur la nature. • Les programmes LBS et SPAW ont organisé une réunion conjointe du GTCNL/ et du Groupe de travail sur les sargasses à Trinidad-et-Tobago le 18 mars 2025. • La Convention d'Abidjan a participé à la réunion conjointe des sargasses sur les impacts de celles-ci pour leurs Parties contractantes, ainsi que sur la manière dont elles

Activités principales	Indicateurs de succès	Situation
		utilisent les algues une fois qu'elles se sont échouées sur les plages.
Mettre en œuvre des réformes politiques, législatives et institutionnelles pour la gestion des ressources naturelles et la prévention de la pollution.	<p>i) Renforcement des politiques et de la législation pour une gestion efficace des ressources en eau, en terres et en écosystèmes qui tiennent compte du changement climatique</p> <p>ii) Élargissement des stratégies de planification du développement national et des cadres décisionnels afin d'intégrer des éléments de la gestion par écosystème, de la planification de l'espace maritime, de la gestion intégrée des zones côtières, de la gestion des ressources naturelles, de la prévention intégrée de la pollution et de la restauration de l'habitat.</p>	<p>Partiellement achevé</p> <p>Cadre d'action pour la gestion intégrée des ressources en eau dans la région de la Communauté des Caraïbes élaboré dans le cadre du projet IWeco.</p> <p>Élaboration d'un guide du citoyen pour l'évaluation nationale de l'écosystème de la Grenade par l'intermédiaire de CANARI avec le soutien de l'IWeco.</p>

Annexe I : Réunions intergouvernementales, techniques/d'experts et autres organisées par le sous-programme AMEP, et les projets des CAR LBS et du FEM (2023-2025)

Zone du programme	Titre	Lieu	Date
AMEP/PEC	6 ^e Réunion des Parties contractantes (COP) au Protocole relatif à la pollution due à des sources et à des activités terrestres (LBS) dans la région des Caraïbes	Oranjestad, Aruba	4 octobre 2023
AMEP/SPAW/PEC	20 ^e Réunion intergouvernementale sur le Plan d'action du Programme pour l'environnement des Caraïbes et 17 ^e Réunion des Parties contractantes à la Convention pour la protection et la mise en valeur du milieu marin de la région des Caraïbes	Oranjestad, Aruba	5 octobre 2023
FEM CReW+	FEM CReW+ 3 ^e Réunion du comité directeur du projet	Playa del Carmen	21- 23 juin 2023
Protocole AMEP/Déversements d'hydrocarbures	Onzième réunion ordinaire du Comité directeur du Centre régional d'urgence, d'information et de formation sur la pollution marine - Caraïbes (CAR REMPEITC-Caribe)	Willemstad, Curaçao	7-8 mai 2024
FEM IWeco	FEM, PNUE, Projet IWeco, Réunions finales des partenaires	Gros Islet, Sainte-Lucie	18-22 mars 2024
AMEP/SPAW	Réunion du Groupe de travail conjoint à composition non limitée sur le suivi et l'évaluation et du Groupe de travail sur les sargasses	Chaguaramas, Trinidad-et-Tobago	18-20 mars 2025
CAR IMA et CWWA	Exploration des solutions de gestion novatrices et peu coûteuses et la réutilisation des eaux usées	Virtuel	18 février 2025
AMEP	Réunion de lancement du projet et voyage d'étude	Saint-Domingue, République dominicaine	25 – 28 juin 2024
AMEP/LAC Cities	Réunion du comité directeur du deuxième projet du FEM pour l'Amérique latine et les Caraïbes	Hybride	27-28 mars 2025

Annexe II : Publications internes d'AMEP et du projet FEM IWEco (2023-2025)

N°.	Publication	Lien
1	Bulletins d'information d'IWEco FEM	http://iweco.org/publications/newsletters
2	Bulletins d'information du Secrétariat de la Convention de Cartagena	https://www.unep.org/cep/resources?type=240
3	CReW+ FEM	https://www.gefcrew.org/our-news

ANNEXE III : État des recommandations et matrice de décisions de la réunion de la convention de Cartagena - État des recommandations de la 6^e réunion du STAC LBS

RECOMMANDATIONS STAC6 LBS	Situation (Terminé, en cours ou non commencé)	Action(s) prise(s)	Date de la dernière mise à jour
DEMANDES DE CONTRIBUTIONS POUR LES RAPPORTS TECHNIQUES ET LE PROJET DE PLAN DE TRAVAIL			
<i>i. Les Parties contractantes doivent répondre à l'enquête visant à informer sur l'élaboration de documents techniques par CAR LBS.</i>	<i>Terminé</i>	<i>Un questionnaire cumulatif destiné à alimenter les documents que les CAR étaient chargés d'élaborer et qui a été administré aux Parties contractantes. Au total, 7 pays (6 anglophones et 1 hispanophone) ont répondu à l'enquête. Bien que les CAR IMA et CIMAB se sont référés aux réponses, des examens documentaires ont été entrepris pour faire avancer les rapports sur lesquels ils travaillaient. Deux des quatre projets de rapports ont été examinés par les membres du GTCNL.</i>	<i>23-avr-25</i>
PLAN DE TRAVAIL			
<i>2. Le Secrétariat doit renforcer les partenariats avec divers partenaires, notamment l'Association des États des Caraïbes, GRID-Genève et le Secrétariat de la Convention pour la protection du milieu marin de l'Atlantique du Nord-Est (OSPAR), et encourager une approche de partenariat continue pour faciliter la mise en œuvre du plan de travail, en s'appuyant sur les mémorandums d'entente récemment élaborés et en élargissant les Réseaux d'activités régionaux (RAR).</i>	<i>Terminé</i>	<i>Il fait partie intégrante du plan de travail et du budget d'AMEP et se reflète dans les projets et activités en cours de mise en œuvre et le rôle des partenaires régionaux.</i>	<i>31-déc-24</i>

RECOMMANDATIONS STAC6 LBS	Situation (Terminé, en cours ou non commencé)	Action(s) prise(s)	Date de la dernière mise à jour
<p>3. Le secrétariat doit poursuivre ses efforts pour intégrer les activités relevant des programmes de travail AMEP et SPAW, y compris l'élaboration des prochains rapports sur l'état de la zone d'application de la Convention concernant la pollution marine et les habitats marins, la collaboration entre les centres d'activités régionaux et les groupes de travail, et l'élaboration de nouvelles propositions de projets.</p>	<p>Terminé</p>	<p>Des membres du GTCNL LBS assistent au Groupe de travail sur les sargasses dans le cadre du SPAW. Des réunions trimestrielles impliquant le Secrétariat et tous les centres d'activités régionaux offrent de plus grandes possibilités de synergies et de mise en œuvre conjointe. Tous les centres d'activités régionaux participent à une réunion élargie du personnel tous les trois mois. Une réunion conjointe du Groupe de travail à composition non limitée sur le suivi et l'évaluation et du Groupe de travail sur les sargasses a eu lieu dans les bureaux du CAR IMA à Trinidad-et-Tobago, en mars 2025. Au cours de la réunion, les membres du Groupe de travail ont recommandé que les deux sous-programmes et les CAR collaborent à l'élaboration d'un chapitre sur les sargasses dans le prochain rapport sur l'état d'avancement des travaux.</p>	<p>23/04/2025</p>
<p>5. Groupe de travail à composition non limitée (GTCNL) pour fournir un soutien technique et d'expertise, des conseils et des contributions au Secrétariat et aux CAR LBS sur la mise en œuvre des activités du projet dans le projet de plan de travail 2023/2024.</p>	<p>Terminé</p>	<p>Le GTCNL a examiné les projets de documents sur la classification des eaux conformément au Protocole LBS, et sur les critères et normes régionaux pour les charges d'azote et de phosphore dans les rejets d'eaux usées domestiques et industrielles et a soumis des commentaires aux centres d'activités régionaux. Il n'y a pas eu suffisamment de temps pour examiner le document sur les recommandations d'amendement au Protocole LBS et aux annexes et l'eau douce.</p>	<p>23-avr-25</p>

RECOMMANDATIONS STAC6 LBS	Situation (Terminé, en cours ou non commencé)	Action(s) prise(s)	Date de la dernière mise à jour
7. Le Secrétariat renforce son partenariat avec le secteur privé et l'industrie afin d'encourager davantage d'approches d'économie circulaire et l'utilisation des déchets comme ressource dans la conception et/ou la mise en œuvre de projets et d'activités de lutte contre la pollution.	En cours jusqu'au premier trimestre de 2025	Cela est facilité dans le cadre de la mise en œuvre des projets LAC Cities FEM et PROMAR, avec un accent particulier sur la transition vers l'économie circulaire et la gestion des déchets plastiques.	20-nov-24
SOURCES ET IMPACTS DE LA POLLUTION MARINE			
POLLUTION PAR LES ÉLÉMENTS NUTRITIFS			
1. Le Secrétariat, avec l'appui des CAR LBS et de GTCNL et de ses sous-groupes thématiques, continue de soutenir la mise en œuvre de la stratégie et du plan d'action régionaux de réduction de la pollution par les éléments nutritifs dans les pays de la région des Caraïbes aux niveaux national et régional, tout en notant que les calendriers proposés existants peuvent requérir des ajustements	En cours jusqu'en 2025	Le Sous-groupe sur les éléments nutritifs et les eaux usées du GTCNL LBS a tenu trois réunions en 2024. Lors de la troisième réunion, le 14 novembre 2024, le sous-groupe a recommandé l'élaboration de lignes directrices pour la classification des eaux conformément au protocole LBS. Une réunion en face à face du partenariat NP GAN a été tenue, et un site web a été développé. Une enquête a été menée afin de déterminer la capacité des Parties contractantes à assurer la qualité de l'eau à l'échelle nationale. Cette enquête a été soutenue par le projet de renforcement des capacités en matière de qualité de l'eau financé par EPA des États-Unis. La Jamaïque et le Guyana participent à un projet d'amélioration de la qualité de l'eau pour un développement durable de l'économie bleue financé par le gouvernement britannique.	23-avr-25

RECOMMANDATIONS STAC6 LBS	Situation (Terminé, en cours ou non commencé)	Action(s) prise(s)	Date de la dernière mise à jour
2. Le Secrétariat facilite la poursuite de l'échange de connaissances et le partage des meilleures pratiques et des études de cas entre les Parties, y compris sur les plans d'action contre la pollution par les éléments nutritifs élaborés pour la Barbade et la Jamaïque.	Terminé	Un consultant a été engagé pour réaliser les travaux dans les 2 pays. Le rapport du cabinet de conseil a été partagé sous forme de document d'information pour la COP 6 LBS.	31.01.2023
REJETS D'EAUX USÉES			
1. Groupe de travail à composition non limitée comprenant les CAR LBS afin de fournir une supervision technique et une contribution à la finalisation des documents d'information technique sur la classification des rejets d'eau et les critères régionaux en matière de éléments nutritifs à soumettre au STAC7 et à la COP7 de LBS pour un examen plus approfondi.	Terminé	Un avant-projet de rapport sur les systèmes de classification de l'eau et leur mise en œuvre conformément au Protocole LBS et un projet de rapport sur les critères et normes régionaux pour les charges d'azote et de phosphore dans les rejets d'eaux usées domestiques et industrielles ont été présentés à la COP6 LBS. Des commentaires limités ont été reçus. Il a ensuite été partagé avec le GTCNL LBS pour obtenir des commentaires. Lors de la réunion du Sous-groupe sur les éléments nutritifs et les eaux usées, qui a eu lieu le 5 juillet, le CAR IMA a indiqué qu'il existe une version révisée des documents qui sera partagée avec le groupe de travail. Depuis la COP 6 LBS, le rapport sur la classification des rejets d'eau a fait l'objet de deux examens par le Groupe de travail à composition non limitée LBS. Le rapport est en cours de finalisation par les CAR LBS avant d'être soumis à l'examen de STAC 7 LBS. L'étude visant à établir des critères régionaux pour les composés d'azote (N) et de phosphore (P) contenus dans les rejets d'eaux usées a été examinée par le GTCNL LBS et les commentaires sont intégrés avant que le	29/02/2025

RECOMMANDATIONS STAC6 LBS	Situation (Terminé, en cours ou non commencé)	Action(s) prise(s)	Date de la dernière mise à jour
		document ne soit soumis à l'examen de STAC 7 LBS.	
GESTION DES DÉCHETS MARINS			
1. Le Pôle régional des Caraïbes pour les déchets marins a été encouragé à poursuivre l'expansion de ses activités en incluant les sources marines par le biais de partenariats, le cas échéant	En cours jusqu'en 2025	<i>Inclus dans l'ensemble des activités menées dans le cadre de la SSFA signée entre le GCFI & PNUÉ. Le rôle de GCFI et du Pôle régional est souligné dans les présentations du Secrétariat. Les possibilités d'identifier un rôle de soutien possible dans des projets tels que LAC Cities et Promar sont en cours de discussion.</i>	31-déc-24
SURVEILLANCE & ÉVALUATION			
2. Le Secrétariat, avec l'appui des CAR LBS, continue, sous réserve de la disponibilité des fonds, d'offrir de la formation et du développement des capacités sur (i) les normes et les critères, y compris les données comparables, les normes sur les éléments nutritifs, les normes sur les effluents d'eaux usées et la définition de la classe I & II, (ii) la gestion de l'information, et (iii) la planification future, y compris la prise en compte des questions émergentes telles que la gestion de l'eau douce et les microplastiques.	En cours jusqu'au premier trimestre de 2025	<i>CAR CIMAB a entrepris une formation sur la gestion intégrée innovante et peu coûteuse de l'eau et des eaux usées au Panama les 24 et 25 janvier 2024. CAR IMA, en collaboration avec l'Association des Caraïbes de l'eau et des eaux usées, a entrepris une approche régionale et internationale de la gestion des eaux usées : Atelier virtuel sur l'exploration d'alternatives de gestion innovantes et peu coûteuses et la réutilisation des eaux usées, le 17 février 2025. Il y aura également une réunion du groupe de travail conjoint SPAW/LBS convoquée par le Secrétariat et le CAR SPAW LBS, qui auront lieu du 18 au 20 mars pour discuter de la question des sargasses dans la région des Caraïbes.</i>	28-févr.-25

RECOMMANDATIONS STAC6 LBS	Situation (Terminé, en cours ou non commencé)	Action(s) prise(s)	Date de la dernière mise à jour
<p>3. Les Parties contractantes demandent au GTCNL ou à un nouveau sous-groupe de guider l'élaboration du prochain Rapport sur l'état de la pollution marine dans la zone d'application de la Convention, en coordination avec l'élaboration du Rapport sur l'état de l'habitat marin au titre du Sous-Programme « Zones et vie sauvage spécialement protégées ».</p>	<p><i>En cours jusqu'en 2025</i></p>	<p>Lors de sa huitième réunion le 8 avril 2025, le GTCNL a recommandé que la même approche soit utilisée pour l'élaboration du 2^e SOCAR, c'est-à-dire qu'il travaillera avec des consultants pour examiner les chapitres et fournir des conseils techniques si nécessaire. Bien qu'aucun financement n'ait été confirmé pour l'élaboration, la collecte de fonds est prioritaire.</p>	<p><i>23-avr-25</i></p>
<p>4. Le Secrétariat continue d'utiliser les CAR LBS pour offrir une formation régionale pour les projets en cours et nouveaux dans leurs domaines de compétence technique.</p>	<p><i>En cours jusqu'en 2025</i></p>	<p><i>CAR CIMAB a entrepris une formation sur la gestion intégrée innovante et peu coûteuse de l'eau et des eaux usées au Panama le 24 et 25 janvier 2024. CAR IMA, en collaboration avec l'Association des Caraïbes de l'eau et des eaux usées, a entrepris une approche régionale et internationale de la gestion des eaux usées : Atelier virtuel sur l'exploration d'alternatives de gestion innovantes et peu coûteuses et la réutilisation des eaux usées, le 17 février 2025. Réunion conjointe du Groupe de travail SPAW/LBS convoquée par le Secrétariat, et LBS et CAR SPAW du 18 au 20 mars pour discuter de la question des sargasses et des éléments nutritifs dans la région des Caraïbes.</i></p>	<p><i>23-avr-25</i></p>

RECOMMANDATIONS STAC6 LBS	Situation (Terminé, en cours ou non commencé)	Action(s) prise(s)	Date de la dernière mise à jour
GESTION DES CONNAISSANCES, DES DONNÉES ET DE L'INFORMATION			
<p>1. Le Secrétariat poursuivra ses efforts pour établir des synergies entre les projets IWEco FEM, CReW+FEM, LAC Cities FEM et PROMAR et soutiendra le développement en cours de la plate-forme régionale de gestion des données et de l'information, y compris l'organisation de cours de formation pour assurer la durabilité de la plate-forme.</p>	<p>En cours jusqu'en 2025</p>	<p>Inclus dans a) le cadre des activités menées dans le cadre de l'accord SSFA signé entre Cimab et IMA & PNUE et b) la SSFA avec l'Université de Genève / GRID Genève pour développer une plate-forme régionale de surveillance et d'information qui s'appuiera sur la plate-forme existante du Secrétariat, afin de renforcer les capacités régionales sur les déchets marins dans le cadre de PROMAR. GRID Genève a commencé les activités de la plateforme de données et d'information dans le cadre de PROMAR, avec un développement ultérieur en 2025.</p>	<p>28-févr.-25</p>
MODIFICATIONS ÉVENTUELLES AU PROTOCOLE LBS ET/OU AUX ANNEXES			
<p>Les Parties contractantes recommandent que la COP6 LBS examine les progrès accomplis concernant l'amendement au Protocole LBS et/ou à ses annexes concernant les normes relatives à l'eau douce, aux éléments nutritifs et à d'autres questions, et demande au GTCNL et aux CAR LBS de poursuivre leurs travaux et de faire rapport au STAC7 LBS et à la COP7 LBS pour un examen plus approfondi, des recommandations et des décisions, le cas échéant.</p>	<p>En cours jusqu'en 2025</p>	<p>Ces documents sont en cours de finalisation et seront présentés au STAC LBS pour examen. Certains de ces documents, tels que ceux sur les normes relatives aux éléments nutritifs et à la classification de l'eau, ont été examinés par le GTCNL LBS et leurs commentaires ont été intégrés par les STAC.</p>	<p>28-févr.-25</p>

COP-6 LBS	Situation (Terminé, en cours ou non entamé)	Action(s) prise(s)	Date de la dernière mise à jour
DÉCISIONS			
DÉCISION I-PLAN DE TRAVAIL ET BUDGET			
<p>4. Poursuite de l'intégration des sous-programmes AMEP et SPAW dans la mise en œuvre du plan de travail et du budget 2023-2024, y compris le renforcement des liens sur des questions telles que la pollution par les éléments nutritifs et ses impacts sur les sargasses et la biodiversité marine, ainsi qu'entre le Protocole LBS et les travaux de tous les centres d'activités régionaux (CAR) de la Convention de Cartagena.</p>		<p><i>Les membres du GTCNL LBS ont participé aux réunions du Groupe de travail sur les sargasses dans le cadre de SPAW. Une réunion du groupe de travail conjoint SPAW/LBS sur les sargasses et les éléments nutritifs a eu lieu du 18 au 20 mars 2025 à Trinidad-et-Tobago. Les réunions trimestrielles du Secrétariat, de tous les CAR, et du Bureau sous-régional du PNUE pour les Caraïbes facilitent les possibilités de collaboration accrue. Cela a été démontré par la coopération entre CAR IMA et le CAR REMPEITC sur le programme COSTA pour la détection précoce des déversements d'hydrocarbures et entre le CAR SPAW et le CAR REMPEITC sur l'échange d'eau de ballast et les mammifères marins</i></p>	<p>23-avr-25</p>

COP-6 LBS	Situation (Terminé, en cours ou non entamé)	Action(s) prise(s)	Date de la dernière mise à jour
Gestion des éléments nutritifs et rejets d'eaux usées			
<p>2. Les CAR LBS doivent poursuivre leur travail dans le cadre des activités en cours et faire rapport au STAC7 LBS et à la COP7 LBS pour un examen plus approfondi, et une recommandation et une décision, le cas échéant.</p>	<p>En cours jusqu'à la fin de l'exercice biennal</p>	<p>CAR CIMAB a entrepris une activité de formation au Panama en janvier 2025 sur la gestion intégrée innovante et peu coûteuse de l'eau et des eaux usées et un atelier à Cuba en février pour promouvoir la ratification du Protocole LBS. Les CAR IMA et CIMAB ont partagé les projets de documents suivants avec le GTCNL pour qu'il les examine et apporte des commentaires avant d'être soumis à l'examen du STAC 7 LBS : un projet de rapport sur les systèmes de classification de l'eau et leur mise en œuvre conformément au protocole LBS, et un projet de rapport sur les critères et normes régionaux pour les charges d'azote et de phosphore dans les rejets d'eaux usées domestiques et industrielles. Le projet de recommandations pour apporter des amendements au Protocole LBS et ses annexes ainsi que le document contenant des recommandations au STAC pour l'amélioration de source-mer et IWRM sont en cours de finalisation pour présentation au STAC 7 LBS. Le CAR IMA, en collaboration avec l'Association des Caraïbes de l'eau et des eaux usées, a entrepris une approche régionale et internationale de la gestion des eaux usées : Atelier virtuel sur l'exploration d'alternatives de gestion innovantes et peu coûteuses et la réutilisation des eaux usées, le 17 février 2025. Réunion conjointe du Groupe de travail SPAW/LBS convoquée par le Secrétariat, et</p>	<p>23-avr-25</p>

COP-6 LBS	Situation (Terminé, en cours ou non entamé)	Action(s) prise(s)	Date de la dernière mise à jour
		le CAR SPAW LBS du 18 au 20 mars pour discuter de la question des sargasses et des éléments nutritifs dans la région des Caraïbes.	
Rapport sur l'état de la pollution marine dans la zone d'application de la Convention			
<p>3. Le Secrétariat, en collaboration avec le Sous-Programme SPAW, commencera l'élaboration de la mise à jour d'un rapport sur l'état de la pollution marine dans la zone d'application de la Convention (SOCAR) afin de mettre l'accent sur les problèmes de pollution auxquels notre zone de convention est confrontée. Sous réserve des ressources et de l'expertise disponibles, le SOCAR pourrait également inclure la possibilité d'élaborer une partie plus intégrée du rapport d'évaluation environnementale.</p>	En cours jusqu'à la fin de l'exercice biennal	<p>Recommandation de la réunion du groupe de travail conjoint d'avancer avec un chapitre commun sur les sargasses pour le prochain rapport. Au moment de la rédaction du présent document, aucun financement n'a été mobilisé pour mettre en œuvre cette activité, bien qu'un soutien puisse être attendu dans le cadre du projet Procaribe+. Le Secrétariat proposera la création d'un groupe de travail sous l'égide de l'OCM pour se pencher sur cette question.</p>	23-avr-25
DÉCISION III - SUIVI ET ÉVALUATION			
<p>1. Soutenir l'inclusion de REMARCO, un réseau informel de laboratoires régionaux, en tant que membre du Réseau d'activités régional et encourager le Secrétariat, les CAR LBS et les Parties contractantes à</p>	En cours jusqu'à la fin de l'exercice biennal	<p>Le spécialiste de la gestion du programme AMEP a participé à une réunion en mars 2024 pour le lancement d'un projet financé par AIEA et mis en œuvre par REMARCO et a discuté des possibilités de renforcement des partenariats. INVEMAR, qui est membre de REMARCO, représente</p>	23-avr-25

COP-6 LBS	Situation (Terminé, en cours ou non entamé)	Action(s) prise(s)	Date de la dernière mise à jour
<i>poursuivre leur coopération avec INVEMAR et AIEA.</i>		<i>l'organisation. REMARCO a participé à la réunion du Groupe de Travail Conjoint SPAW/AMEP sur les sargasses et les éléments nutritifs. REMARCO a partagé son protocole de surveillance des microplastiques dans le sable. Les lignes directrices de RAR/CAR, révisées et une fois approuvées, seront partagées avec les nouveaux réseaux d'activités régionaux potentiels pour examen.</i>	
<i>2.Soutenir la poursuite de l'expansion du système de détection précoce, en tenant compte des enseignements tirés du projet pilote de déversements d'hydrocarbures à Trinidad-et-Tobago et de l'utilisation des satellites et de la télédétection pour la détection et la surveillance des polluants marins, et examiner comment le système pourrait être adapté et/ou de nouveaux partenariats pourraient être mis en place pour détecter et surveiller les sargasses et les proliférations d'algues nuisibles.</i>	<i>En cours jusqu'à la fin de l'exercice biennal</i>	<i>Le Secrétariat a encouragé l'expansion du COSTA lors du Comité directeur des déversements d'hydrocarbures du CAR REMPEITC et du DIHMAR en 2024 et le Guyana et la Jamaïque ont exprimé leur intérêt à rejoindre le programme COSTA</i>	<i>10-juil-24</i>

COP-6 LBS	Situation (Terminé, en cours ou non entamé)	Action(s) prise(s)	Date de la dernière mise à jour
DÉCISION IV- RATIFICATION DU PROTOCOLE LBS			
<p>1. Le Secrétariat exhortera les Parties non contractantes au Protocole LBS à intensifier leurs efforts en vue de la ratification et à tirer parti du financement externe des projets et des documents de sensibilisation disponibles pour soutenir les processus nationaux de ratification.</p>	<p>En cours jusqu'à la fin de l'exercice biennal</p>	<p><i>RAC CIMAB a organisé un atelier à Cuba en février 2024 pour promouvoir la ratification du Protocole LBS. Au cours de la CoP-6 LBS, le Coordonnateur a encouragé les PNC à poursuivre leurs efforts pour être ratifiés et a fait allusion à un éventuel soutien financier (basé sur la demande) par le biais de projets tels que les AME ACP III. Au cours de réunions bilatérales avec les points focaux, ces opportunités ont été encouragées. La PO AMEP a participé à la quatrième table ronde de OECO sur l'économie bleue où elle a présenté les avantages de devenir partie contractante au Protocole LBS. Saint-Christophe-et-Nièvés est devenu le 16^e pays à ratifier le Protocole LBS. Le CAR IMA organisera un atelier de promotion de la ratification LBS à Saint-Vincent-et-les-Grenadines en août 2025.</i></p>	<p>28-févr.-25</p>
DÉCISION V - PARTENARIATS			
<p><i>1. Encourager le Secrétariat à poursuivre une collaboration et une coopération étroites avec d'autres conventions et plans d'action pour les mers régionales dans des domaines d'intérêt mutuel.</i></p>	<p>En cours jusqu'à la fin de l'exercice biennal</p>	<p><i>Au cours de la LME 23, le responsable de la gestion du programme AMEP s'est entretenu avec d'autres PMO d'autres programmes de mers régionales et a discuté des possibilités d'une collaboration accrue sur les éléments nutritifs et les eaux usées. Des discussions bilatérales ont eu lieu avec la Convention de Barcelone, la Convention d'Abidjan, la Convention de la mer Noire et OSPAR, avec un accent particulier sur les éléments nutritifs et le suivi et l'évaluation. Le</i></p>	<p>23-avr-25</p>

COP-6 LBS	Situation (Terminé, en cours ou non entamé)	Action(s) prise(s)	Date de la dernière mise à jour
		<i>Programme pour les mers régionales d'Abidjan et la Commission OSPAR ont fait une présentation lors de la réunion du groupe de travail conjoint SPAW/LBS sur les sargasses qui a eu lieu à Trinidad-et-Tobago du 18 au 20 mars 2025.</i>	
DÉCISION VI - GESTION DES CONNAISSANCES, DES DONNÉES ET DE L'INFORMATION			
<i>2. Le Secrétariat et les CAR LBS doivent améliorer la diffusion des produits de gestion des connaissances et aider les Parties contractantes, sur demande, à sensibiliser à l'environnement et à promouvoir le changement de comportement.</i>	En cours jusqu'à la fin de l'exercice biennal	<i>Poursuite de la présentation des résultats sur les médias sociaux et diffusion aux points focaux LBS. D'autres opportunités de partenariat, notamment avec ECOP, SOA et Rotary, sont à l'étude pour faire connaître le travail de la Convention et le Protocole LBS. Avec l'arrivée d'un spécialiste des technologies de l'information et d'un consultant en communication et sensibilisation, le Secrétariat a augmenté la diffusion des produits de la connaissance.</i>	28-févr.-25